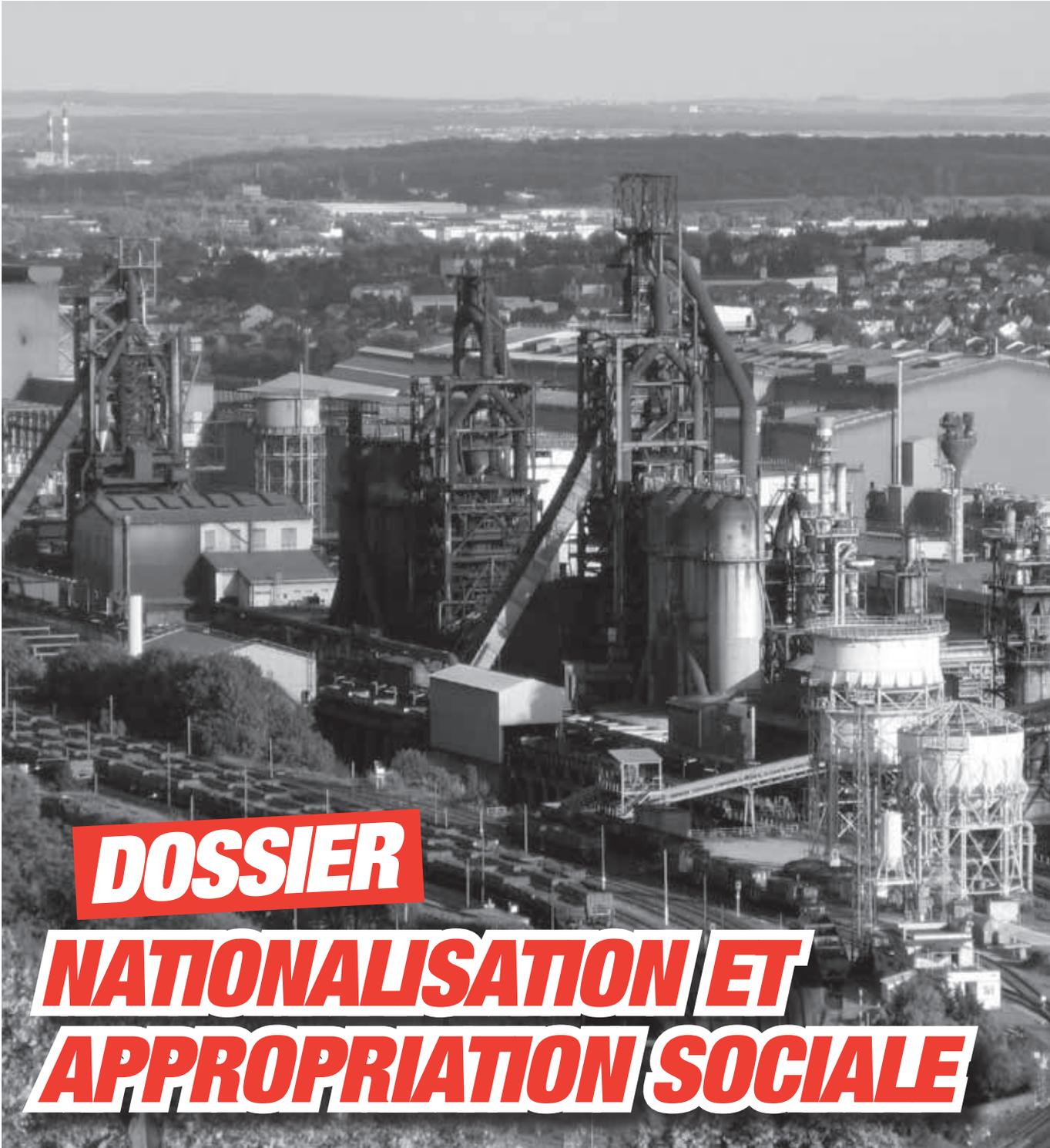


MARS 2013

LA REVUE **TOUT!**  
est à nous ●



**DOSSIER**

**NATIONALISATION ET  
APPROPRIATION SOCIALE**



*PCF: unité, enthousiasme et roublardise*



*A 50 années de l'indépendance algérienne*



*2<sup>e</sup> congrès: le NPA en débats*

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**NPA**

N°41  
4€

**Yann Cézard** Editorial **Mali: une jolie petite guerre toute propre ?**

P3

## ACTU

**Esther Vivas, Josep Maria Antentas** Etat espagnol «*Nous ne sommes plus dans la logique de l'alternance*»

P4

**Yann Cézard** Le congrès du PCF **Unité, enthousiasme et roulardise**

P6

## DOSSIER

**Henri Wilno** Nationalisations **Quelle position pour les anticapitalistes ?**

P9

**Robert Pelletier** Du 19<sup>e</sup> siècle à 1981 **Des nationalisations compatibles avec le capitalisme**

P11

**Jean-François Cabral** SCOP **Les sociétés coopératives ouvrières de production**

P13

**David Fralib** **La Scop en luttant!**

P15

**Hosea Hudson** Autogestion, contrôle ouvrier **Quelle stratégie pour exproprier les patrons ?**

P16

**Jean-Philippe Divès** Notre programme **La socialisation de l'économie, pas son étatisation**

P18

## REPERES

**Jihane Halsanbe** Libération de l'Algérie **Pétrole contre indépendance**

P20

**Mohamed Harbi, Cathy Billard** «*En Algérie, violence et pouvoir ont marché ensemble*»

P22

**Nadir Djermoune, Cathy Billard** «*Pour la génération actuelle, les valeurs nationales sont de l'ordre de l'Histoire*»

P24

## LECTURES

**Henri Clément** Appert, Papin **Les affres d'un petit entrepreneur face à la crise**

P25

Makyo, Federico Nardo **L'histoire des Khazars, convertis au judaïsme**

P25

**Henri Wilno** Isaac Johsua **Réflexions sur le processus révolutionnaire**

P26

## EN DEBATS

### 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU NPA

**Position W** Un pari raisonné **Toutes et tous, se réapproprier le NPA**

P28

**Position X** Faire résonner **pleinement la perspective anticapitaliste**

P30

**Position Y** Où **va le NPA ?**

P32

**Position Z** Faire front **contre le virage stratégique de la direction**

P34

Construire le parti **donc une grande tendance révolutionnaire**

P35

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : [contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

TOUT est à nous!

LA REVUE

mensuel du Nouveau Parti

anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27

Diffusion: 01 48 70 42 31

diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir, 93100

Montreuil

redaction@npa2009.org

Commission paritaire:

0514P11509

Tirage: 3 000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle

Société de presse, d'audiovisuel

et de communication (NSPAC)

SARL au capital de 3500 euros

(durée 60 ans)

Gérant et directeur de

publication:

Ross Harold

Impression:

Rotographie,

Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

# S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et

renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB**

à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR,

93100 MONTREUIL.

**HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA**  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

**HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA**  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,  
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION  
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR  
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

**554755**

**Abonnements par chèque** à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an

22 euros 44 euros

#### ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

70 euros 140 euros

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE: .....

SIGNATURE: .....

### Etablissement teneur du compte

BANQUE: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

### Titulaire du compte

NOM: .....

PRENOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

MAIL: .....

MALI

# Une jolie petite guerre toute propre?

PAR YANN CÉZARD

C'est ainsi qu'on veut nous vendre l'intervention militaire française au Mali.

Une guerre sans images, où l'on ne voit presque rien des victimes civiles des « dommages collatéraux » de la guerre française high-tech et des exactions de l'armée malienne.

Une guerre toute propre dans ses intentions, comme l'a dit, sans rire, François Hollande à Bamako : « *La France n'a aucun intérêt au Mali. Elle ne défend aucun calcul économique et politique.* »

Alors finie, la Françafrique? Pure et immaculée, cette énième « guerre contre le terrorisme », où Hollande reprend la rhétorique de Georges Bush (Que faire des terroristes? « *Les détruire.* ») Comme d'habitude, on met en avant la crapulerie – bien réelle – de l'adversaire du jour, une variante de fascistes religieux, coupant les mains des voleurs, flagellant les débauchés, imposant leur dictature. Mais c'était déjà le cas avec les talibans. La réalité est évidemment plus complexe. La rébellion qui a pris le contrôle du nord du Mali est le fait de groupes islamistes comme Aqmi et Ansar Dine, mais aussi d'indépendantistes touaregs, comme le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Sous le surgissement soudain des « terroristes », il y a l'effondrement de tout un pays, le désespoir d'une jeunesse, l'abandon et l'oppression des habitants du nord d'un pays lui-même sous-développé. Mais peu importe! Pour faire

la guerre il faut identifier simplement l'ennemi... et l'ami! Voici donc mobilisées, et légitimées, des forces démocratiques bien connues : le dictateur tchadien Idriss Déby, les chefs d'Etat africains de la CEDEAO, l'armée malienne, qui a fait un coup d'Etat en mars 2012, la classe politique malienne corrompue. Et que dire de l'amie des Africains que serait subitement devenue la France,

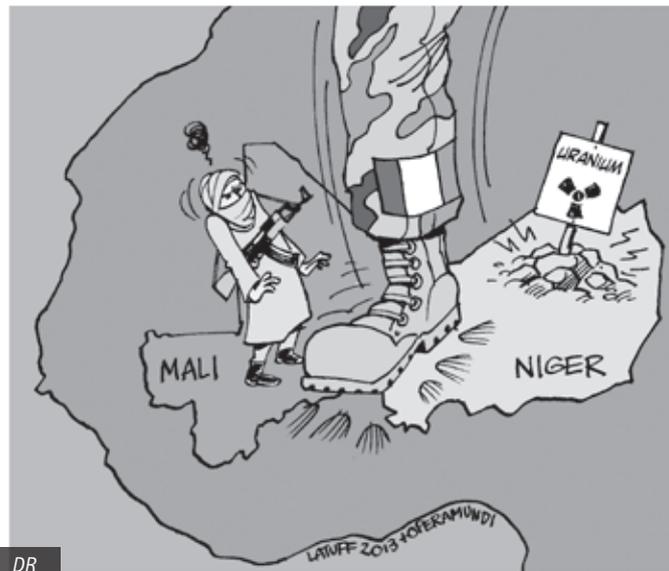
économiques... Certes le Mali est pauvre. Mais la zone sahélienne, elle, est stratégique, avec le pétrole algérien, libyen, tchadien. Et tout près des zones de combat, dans une région peuplée majoritairement de touaregs, il y a l'uranium du Niger. Ce voisin du Mali, l'un des pays les plus pauvres du monde, deviendra en 2014 le deuxième producteur

déstabiliser un peu plus l'Afrique de l'ouest. Car la France se veut encore et toujours le « gendarme de l'Afrique » pour tenir son rang dans le monde. Et puis pourquoi François Hollande se serait-il privé de la joie de se donner un petit coup de pouce dans les sondages en jouant au chef de guerre?

## UNE GUERRE SANS FIN ?

Les objectifs officiels de la guerre n'ont cessé de changer. Commencée pour couper la route de Bamako aux islamistes, elle a servi à reconquérir le nord du Mali. Maintenant il faudrait à la fois traquer les groupes terroristes et « *gagner la paix* » en « *reconstruisant* » l'Etat malien. La France commence déjà à refaçonner le pays selon ses intérêts.

Cela donnera les mêmes résultats qu'avant : aucun progrès social et démocratique pour les populations, la permanence de régimes politiques corrompus qui serviront d'autant mieux le tuteur néocolonial qu'ils seront coupés de leur peuple. Cet « ordre » sera fatalement déstabilisé à nouveau par des conflits. Qui justifieront à nouveau l'intervention néocoloniale. Jusqu'à ce que les peuples d'Afrique parviennent à mettre enfin dehors les colons et leurs sbires locaux! □



DR

l'ancienne puissance coloniale qui n'a jamais desserré son étreinte économique et politique sur ses anciennes colonies, quitte à soutenir les pires dictatures? L'axe du bien contre l'axe du mal : c'est le retour de la bonne vieille propagande pour nous frapper de sidération et voiler les véritables objectifs de cette guerre.

## UNE GUERRE « SANS INTÉRÊTS » ?

La France ne chercherait pas à défendre ses intérêts

d'uranium avec l'ouverture de la mine d'Iroumanen, un investissement de 1,2 milliard d'euros du groupe français Areva. Cet uranium couvrira alors 100% des besoins de l'industrie nucléaire française. Et à peu près 0% des besoins sociaux de la population locale. Pour le gouvernement français, il était hors de question de laisser qui que ce soit, nationalistes touaregs ou groupes djihadistes, perturber cette zone stratégique, et

ETAT ESPAGNOL

# « Nous ne sommes plus dans »

Interview réalisée par Brais Benitez pour *La Marea* et traduite par Ataulfo Riera<sup>1</sup>



*Pour Esther Vivas et Josep Maria Antentas, dirigeants de l'organisation Izquierda Anticapitalista de l'Etat espagnol et auteurs d'un récent ouvrage sur le mouvement des indignés<sup>2</sup>, ce dernier a ouvert des perspectives anticapitalistes en Espagne, malgré ses limites.*

**Qu'a représenté le mouvement des indignés ou 15-M en Espagne ?**

**Esther Vivas :** Le 15-M<sup>3</sup> a été le début d'un nouveau cycle de mobilisations dans lequel nous nous trouvons encore. Ce qui a émergé avec le 15-M, c'est tout un malaise social, une indignation accumulée, fruit d'une situation de crise et des politiques appliquées pour en sortir. Les causes qui ont provoqué l'émergence du mouvement n'ont fait que s'approfondir. Les racines de la crise sont toujours là et donc l'espace pour que cette indignation continue à croître.

**La crise a fait éclore le mouvement mais ses causes étaient déjà latentes...**

**Josep Maria Antentas :** La crise qui a commencé en 2008 accentue toute une dynamique que nous avons déjà ces trente dernières années : usure de l'Etat providence, politiques néolibérales qui réduisent les droits et précarisent le marché du travail... Derrière les coupes, les postes d'enseignants supprimés, les centres de santé qui ferment, il y a une tentative de changer le modèle social pour aller vers un modèle de société dans lequel le capital financier gouverne sans aucune sorte de restriction. Pendant deux ou trois ans, le débat que nous avons eu était : « comment se fait-il qu'avec tout ce qui est en train de se passer les gens ne bougent pas ? » Les gens étaient un peu

paralysés par le choc initial. Ce qui a provoqué le changement de contexte, ce furent les révolutions dans le monde arabe qui, d'une certaine manière, ont transmis le message qu'il est possible de lutter et de gagner.

**Les révoltes arabes ont donc joué un rôle de levier ?**

**E. V. :** Le printemps arabe nous rend la confiance dans le fait que l'action collective peut changer les choses. Que si nous nous organisons, si nous sortons dans la rue, si nous luttons, on peut obtenir des choses. Avant l'éclatement du mouvement, la peur, la résignation et le scepticisme pesaient beaucoup. Les révoltes du monde arabe nous ont redonné la confiance.

**Après une année de protestations massives en 2011, il y a eu des élections législatives et c'est la droite qui a clairement gagné...**

**E. V. :** Il faut tenir compte du fait que les élections ne constituent pas un reflet fidèle du malaise social et de l'indignation qui s'expriment dans les rues. Elles sont grandement déterminées par la capacité des partis politiques majoritaires à dominer les médias, en partie grâce au financement des banques. Les élections ne sont pas neutres, elles constituent l'un des terrains les plus défavorables pour les mouvements sociaux. Il faut plus de temps pour pouvoir constater un transfert de cette indignation dans les urnes.

Dans ce sens, je crois que la Grèce constitue un grand exemple. Après une crise économique extrêmement profonde, qui a débouché sur une crise sociale dramatique, les deux grands partis majoritaires se sont effondrés et des alternatives politiques comme Syriza ont émergé. Nous avons également vu comment l'extrême droite a capitalisé ce malaise avec son populisme xénophobe et raciste. Dans une certaine mesure, la Grèce est un miroir de ce qui peut se passer ailleurs. Beaucoup de choses qui se sont passées là-bas ces dernières années commencent à se produire ici.

**J. M. A. :** Quand c'est la droite qui gagne, il faut toujours se rappeler qu'elle peut

# la logique de l'alternance

PAR ESTHER VIVAS ET JOSEP MARIA ANTENTAS

remporter des élections mais que son vote n'est jamais majoritaire. Le PSOE<sup>4</sup> s'est disqualifié et c'est le PP<sup>5</sup> qui a gagné, mais maintenant c'est le PP qui est en train de se disqualifier. Nous ne sommes plus dans la logique de l'alternance. Il est intéressant de voir comment la profondeur de la crise frappe le système de partis, comment elle use les partis traditionnels qui entrent en contradiction avec leur base sociale.

## **Cela s'est surtout produit avec les partis sociaux-démocrates...**

**J. M. A. :** La social-démocratie entre directement en contradiction avec sa base sociale et au-delà, parce qu'elle doit mener une politique néolibérale extrême. Cela provoque sa décomposition. C'est un élément central, parce que la social-démocratie a toujours été un courant politique central dans le maintien des régimes de l'Europe méditerranéenne qui se sont établis après les dictatures militaires des années 1970. L'édifice qui s'est construit en Grèce, en Espagne et au Portugal commence à se fissurer de toute part.

## **Quel rôle joue la dette dans tout cela ?**

**E. V. :** La dette est utilisée comme un prétexte pour mener à bien les coupes dans les droits sociaux, du travail et même les droits démocratiques. Nous pouvons voir comment l'establishment nous dit qu'il faut appliquer ces mesures d'austérité parce que la dette augmente. La majeure partie de cette dernière est privée, relevant principalement des banques et des entreprises, et dans une moindre mesure des familles.

Le problème c'est que, de manière sans cesse croissante, cette dette privée est en train de se transformer en dette publique. En effet, on sauve des banques avec des fonds publics : Catalunya Caixa, Banco de Valencia, Nova Caixa Galicia ou Bankia. On socialise ainsi les pertes des banques, tandis que les bénéficiaires sont toujours privés. Le problème de la dette souveraine est une question centrale dans l'agenda des mouvements sociaux indignés dans l'ensemble de l'Union européenne (UE). Ils re-

mettent en question la légitimité de cette dette et promeuvent la nécessité d'un audit de cette dernière.

## **Quelles sont les difficultés pour canaliser la protestation vers les lieux de travail ?**

**J. M. A. :** C'est là l'une des grandes faiblesses de la période. La montée du chômage de masse, la précarisation du marché du travail et les changements dans la coordination de la production dans les entreprises (processus d'externalisation, de sous-traitance, etc.) ont provoqué, ces dernières années, un affaiblissement important du pouvoir des travailleurs et des syndicats.

La grande contradiction actuelle est qu'en tant que citoyens, il existe une grande capacité de lutte dans la rue, mais en tant que travailleurs, c'est très faible. Nous avons peut-être perdu la peur comme citoyens, mais comme travailleurs c'est la peur et la résignation qui prédominent encore.

Or, pour provoquer une crise politique capable d'ébranler tout l'édifice, il est vital que le capital perde le contrôle dans les lieux de travail. Et nous en sommes encore loin.

## **Vous consacrez un chapitre à l'importance de lier le mouvement indigné à la lutte contre le changement climatique...**

**E. V. :** La crise climatique, environnementale et écologique est une autre face de cette crise multiforme qui nous affecte. Selon moi, le défi est de relier la lutte du mouvement indigné, qui en Europe est très centré sur les politiques économiques et sociales, avec la lutte du mouvement pour la justice climatique. Les deux questions sont intimement liées, elles sont le fruit de la logique du système capitaliste qui place les intérêts particuliers et privés au-dessus des besoins sociaux collectifs.

## **L'anticapitalisme est-il la solution ?**

**J. M. A. :** C'est la réponse la plus conséquente aujourd'hui. La crise nous montre le visage le plus brutal du capitalisme. C'est un système incapable de satisfaire les besoins élémentaires de la majorité de la

population et qui menace la survie elle-même de l'humanité et de l'écosystème. En outre, il s'agit d'un système qui connaît périodiquement des crises comme celle d'aujourd'hui qui, malgré le fait qu'elle est l'une des plus importantes de l'histoire, fait partie du fonctionnement habituel du capitalisme. Les problèmes que nous avons aujourd'hui ne peuvent se résoudre avec des changements superficiels, cosmétiques, un changement en profondeur est nécessaire.

## **C'est là le projet de l'anticapitalisme ?**

**J. M. A. :** Ce qu'il exprime, c'est la volonté que le monde change de base. A d'autres moments de l'histoire, cette volonté s'est exprimée à travers d'autres concepts, comme ceux du socialisme, du communisme, qui, à l'échelle des masses, représentaient l'espoir de construire un autre monde. Ces concepts, avec tout ce qui s'est passé au XX<sup>e</sup> siècle, sont souvent associés à des choses qui n'ont rien de commun avec l'idée originale. Il est certain que le mouvement et les luttes elles-mêmes vont se réapproprier les anciens concepts ou bien en inventeront de nouveaux afin d'exprimer cet horizon d'une alternative de société.

Le système actuel n'a pas de solution et un changement complet apparaît nécessaire pour passer d'un système qui repose sur la propriété privée et la richesse, vers un autre qui prend appui sur les biens communs : pour passer d'un système qui se base sur la concurrence et l'égoïsme, à un autre qui se fonde sur la défense du collectif et sur la solidarité. □

1. L'interview intégrale est disponible en espagnol sur le site de la revue La Marea - [www.lamarea.com](http://www.lamarea.com) - et en français sur le site anticapitaliste belge Avanti4 : [www.avanti4.be](http://www.avanti4.be)

2. Planeta Indignado. Ocupando el futuro, ed. Sequitur, 216 pages, 14 euros. Voir [www.sequitur.es](http://www.sequitur.es)

3. « 15M » : le mouvement des Indignés a été lancé le 15 mai 2011 par des manifestations ayant rassemblé des centaines de milliers de personnes dans 58 villes de l'Etat espagnol.

4. Parti socialiste ouvrier espagnol, social-libéral.

5. Parti populaire, droite conservatrice.

**L**a direction du PCF s'est réjouie de la «réussite» de son 36<sup>e</sup> congrès, les 7-10 février à Aubervilliers.

Pour une fois ce n'est pas de la langue de bois. Les communistes avaient déjà organisé quelques mois avant «l'enterrement de l'enterrement du parti communiste». Ils mettent en avant maintenant, moins le chiffre officiel de «134 000 adhérents» revendiqués, auquel personne ne croit, que celui de 7 000 nouveaux membres depuis un an. Chiffre invérifiable. Mais pour la première fois depuis de longues années, le PCF se sent du vent dans le dos grâce à la dynamique du Front de gauche.

Autre «réussite» : la liste pour la direction nationale, sans concurrente, a été adoptée par 100% des voix exprimées (12,85% des 769 délégués ayant voté nul ou blanc), et le texte d'orientation voté par 85% des délégués (73% dans les congrès locaux). Bien sûr, cette unité autour de la direction s'explique parce que la marée est haute, et que tous les courants ont trouvé des motifs de satisfaction.

Ceux qui regrettent un PCF plus «communiste» (ce qui parfois signifie seulement «plus identitaire») se réjouissent à la fois de la non participation au gouvernement et que le PCF ne se soit pas dissous dans le Front de gauche. Il a en effet refusé que l'on puisse y adhérer individuellement, et non plus seulement à travers l'une des neuf organisations constitutives actuelles. Il aurait d'ailleurs été nécessaire, alors, d'y faire des congrès communs...moins faciles à verrouiller qu'une réunion des directions des neuf organisations ! Et si le parti s'est effacé un moment au profit du tribun Mélenchon, le score et les adhésions obtenues ont fait passer la pilule, et le PCF s'est réservé la plus grosse part du gâteau des législatives. Presque tous les parlementaires Front de gauche sont communistes !

Or cette hégémonie du PCF dans le Front de gauche satisfait aussi les notables communistes les plus attachés à l'alliance avec les socialistes. Car si tout le monde semble à l'aise aujourd'hui avec la non participation du PCF au gouvernement, si tout le monde a chaleureusement applaudi les délégations de travailleurs en lutte contre les licenciements, Arcelor, PSA, Virgin ou Petroplus, «l'unité» s'est faite sur une orientation roubiarde, à l'abri de laquelle ce sont les notables qui tirent le gros lot.

**FUNAMBULES**

D'un côté, en effet, des dénonciations virulentes de la politique d'austérité des socia-

CONGRÈS DU PCF

# Unité, enthousiasme

listes. De l'autre, un festival de déclarations de Pierre Laurent pour rappeler qu'il est hors de question d'être une opposition au gouvernement : le PCF est «dans la majorité mais libre de ses initiatives»; «nous ne sommes ni dans l'alignement derrière les socialistes à leurs conditions, ni dans la construction d'un camp contre les socialistes»; «ceux qui

espèrent nous ramener dans le giron de l'austérité mènent un combat perdu d'avance», tout comme «ceux qui espèrent nous entraîner dans une politique de division des forces du changement alors qu'il est urgent, au contraire, de les rassembler.»

Au cas où on n'aurait pas compris, L'Humanité fait le service après-vente:



# et roublardise

PAR YANN CÉZARD

«Dans son rapport introductif au 36<sup>e</sup> congrès le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a refusé le pseudo 'choix' dans lequel on tente d'enfermer le PCF, entre la majorité de gauche, élue au printemps dernier avec son concours, et 'l'opposition'.» D'où la facile ironie du socialiste Cambadélis: «Etre l'aile anti-austéritaire mais unitaire de l'union

de la gauche à la base. Bonjour les adducteurs!» Parole de connaisseur.

## «RALLUMER LES ÉTOILES»?

Sous ce titre lyrique le texte d'orientation voté par le congrès prétend donc concilier l'inconciliable, en proposant trois séquences distinctes: une campagne

«pour une alternative à l'austérité» en 2013: les élections européennes en 2014: l'«échéance essentielle» des municipales, aussi en 2014. Or, à chaque moment sa propre logique. Les européennes «pourront être l'objet d'une large convergence des forces qui contestent l'orientation libérale actuelle de l'Union, l'accélération des politiques austéritaires, la convergence des Etats sur des choix politiques guidés par la satisfaction des marchés financiers, et le caractère profondément anti-démocratique de son mode de fonctionnement.» Leur axe devrait donc être polémique, mais européen. En revanche celui des municipales devrait être local... et unitaire.

Comme l'a dit Pierre Laurent, «l'objectif est d'empêcher la reconquête de la droite et de l'extrême-droite, et donc de faire élire et réélire un maximum de majorités municipales, en faisant en sorte que ces majorités soient imprégnées de projets de gauche. Listes communes dès le premier tour ou au second tour, dans un cadre national unique ou pas. Nous ne fermons aucune porte.» Sauf celle d'une claire rupture politique avec le PS. Pierre Laurent a insisté: «Il faut regarder les contextes dans chaque ville, et poser des questions claires pour bâtir un socle commun. Sur le droit de vote des étrangers, les engagements sur le logement social, ou la réforme des collectivités locales (...).» Mais

Photothèque rouge/Milo



### Le PCF en quelques chiffres

Officiellement: 134 000 membres revendiqués, dont 54% à jour de leur cotisation (10 euros en moyenne en 2012).

- 78 maires de villes de plus de 10 000 habitants (28 de plus de 30 000).
- 791 maires communistes ou apparentés.
- 8 007 conseillers municipaux (2 397 adjoints au maire).
- 7 députés FG/PCF, 19 sénateurs FG, 3 députés européens.
- 94 conseillers régionaux et 235 conseillers généraux, qui presque tous font partie d'exécutifs communs avec les socialistes.
- 2 présidences de conseils généraux: Val-de-Marne et Allier. □

sur le refus concret des politiques d'austérité, la titularisation des salariés précaires des communes? Rien.

Il n'est en fait pas question de faire une campagne dénonçant nationalement... ceux avec qui on gouverne localement! Le PCF, fort de sa prééminence dans le Front de gauche, a donc recadré, par le contenu des revendications et un calendrier politique qui sépare ce que la vie mélange, le texte d'orientation de la coalition adopté peu avant son congrès à l'unanimité des neuf organisations membres. Celui-ci n'évoquait en effet que de façon vague la nécessité de défendre «une alternative à l'austérité» tout en «construisant un rassemblement majoritaire à gauche».

En 2014, il y aurait donc un partage des temps forts (médiatiques): à Mélenchon les européennes (si elles se font sur liste nationale) et aux communistes les municipales. Sur le modèle présidentielle/législatives de 2012.

Et à tous les militants du Front de gauche, impatient quand même d'en découdre avec l'austérité, les licenciements, l'accord Medef-CFDT-PS de flexibilité? La campagne anti-austérité.

## QUELLE CAMPAGNE ANTI-AUSTÉRITÉ?

Là encore, la direction du PCF a verrouillé cette campagne, évidemment souhaitable

### Paroles de maires...

Le maire communiste d'Arles a fait très fort dans une interview au *Figaro*: les critiques virulentes contre le gouvernement? «Une posture». La dénonciation de l'accord Medef-CFDT de flexibilité? «De toute façon la CGT ne signe jamais rien.» Pour lui c'est clair: vive l'union de la gauche aux municipales! Mais il exagère celui-là... Plus représentatif sans doute de la «ligne», le député-maire de Vierzon, Nicolas Sansu: «Le rassemblement de la gauche se passe plutôt bien chez nous et il n'y a pas de raison que cela change.» Il relativise les tensions au parlement: «Chacun montre ses muscles, c'est normal à un an des municipales. Mais la raison va l'emporter, sinon tout le monde aurait à y perdre face à l'UMP et l'UDI qui auront le vent dans le dos! Ça incitera les uns et les autres à ne jeter personne par-dessus bord (...) Je n'ai pas de comptes à régler avec le PS et je ne crois pas à l'affrontement des deux gauches.»

Le monsieur a fait venir Mélenchon pendant les législatives. Juste après, dans son dernier tract de campagne, il a mis une belle photo de François Hollande. □

en soi. Comme le dit un petit-gars-de-la-base cité par *L'Humanité*, «il faut démontrer qu'une alternative à l'austérité est possible, mais sans tomber dans le piège d'une campagne anti-Hollande!» D'où l'insistance à dénoncer le gouvernement socialiste non comme un gouvernement de combat contre les classes populaires, mais comme un gouvernement «mou» qui «n'agit pas».

D'où la prudence avec laquelle la direction du PCF a précisé les «options de gauche en rupture avec le social-libéralisme» qui auraient vocation à devenir «majoritaires» (texte commun du Front de gauche). Pierre Laurent les formule ainsi dans une lettre ouverte à Harlem Désir: «généraliser la présence des représentants du personnel dans les CA de toutes les entreprises; voter une loi contre les licenciements boursiers telle qu'elle a déjà été votée par la majorité de gauche au sénat; accorder un droit de veto suspensif aux CE sur les plans de licenciements et de restructuration afin de permettre l'élaboration de projets alternatifs; voter une loi pour obliger les groupes à ne pas s'opposer à la cession d'un site menacé et permettant aux salariés de se porter acquéreurs d'une entreprise en coopérative; voter une loi d'amnistie des syndicalistes poursuivis et condamnés.»

Autant d'«avancées», certes. Mais on est loin ici d'arrêter réellement les licenciements. Il y a même une entourloupe sur la revendication plus large d'interdiction des «licenciements boursiers». On a envie d'y voir l'interdiction des licenciements, encore plus révoltants dans des entreprises qui gavent leurs actionnaires. Mais pour le PCF, c'est une loi qui au mieux interdirait aux entreprises qui licencient de verser des dividendes, et a minima obligerait un groupe à ne pas s'opposer à la recherche d'un repreneur-concurrent pour le site menacé. Ce serait cela, les revendications à proposer aux luttes? A faire porter par une grande campagne unitaire? Drôle de décalage par rapport à la dénonciation virulente des patrons rapaces ou de l'austérité, dont est capable le PCF.

Celui-ci ne voudrait-il pas nous proposer d'adopter les habitudes... du sénat? Dans l'improbable langue de coton qu'il partage avec certains dirigeants des grandes centrales syndicales, le sénateur Pierre Laurent a proposé au congrès de «multiplier les initiatives pour obtenir des bougés de la politique gouvernementale.»

«Bougés»? Comme des amendements un peu dérisoires défendus au sénat?

Faisons quand même un pari: beaucoup de militants communistes, peut-être satisfaits de ce congrès, ne se contenteront cependant pas d'une orientation dans le fond démobilisante. Ils cherchent déjà des réponses concrètes à la hauteur de cette crise et des attaques. □

### Billard à trois bandes: les socialistes, Mélenchon et le PCF

Dans le *Parisien*, le président PS de l'Assemblée nationale Bartolone a mis en garde les communistes: ils ne pourront pas «demander» les voix des socialistes s'ils ont comme «seul objectif d'affaiblir le président.»

Chantage dénoncé par les dirigeants communistes, et moqué par Mélenchon sur son blog: comme d'habitude, le PS essaie de «taper en faisant un chantage aux municipales sur le parti communiste (...) Dans l'imaginaire bureaucratique du Parti des situations acquises et des places disponibles, le monde entier est censé être à son image un ramassis de carriéristes effrénés. Pour eux donc, les sortants communistes sont supposés être plus accommodants.» Mais ça ne marchera pas: «car plus ils parlent et plus la cohésion du Front de gauche contre les maîtres-chanteurs et le dégoût de leurs méthodes s'accroissent.»

Démonstration.

La délégation du PS au congrès du PCF n'est pas passée dans la salle des débats (peur des huées?) Mais Pierre Laurent l'a reçue dans un petit salon. Le PS Bachelard a dit: «La gauche est diverse mais ne doit pas être divisée». Pierre Laurent a répondu: «Nous avons une culture commune de gestion des collectivités territoriales. Il serait dommageable de brader cet acquis.» Un groupe de travail PS-PCF sur les municipales a été constitué.

Donc, non bien sûr, si les socialistes ont un «imaginaire bureaucratique», les communistes, eux, n'ont pas de «réalité bureaucratique»... et ne cèdent à aucun chantage.

Le mot de la fin à Mélenchon: il a déclaré au moment du congrès communiste que la priorité des municipales est de «tenir des positions locales». Lui serait intéressé par les élections européennes. Marché conclu? □

# NATIONALISATIONS : QUELLE POSITION POUR LES ANTICAPITALISTES ?

PAR HENRI WILNO

*Le retour, dans le contexte de la crise, du thème de la nationalisation des entreprises peut susciter des interrogations. Surtout quand cela vient d'en haut, d'un ministre comme Montebourg. Il serait néanmoins erroné de ne pas s'en emparer dans une perspective anticapitaliste.*

**L**a nationalisation et plus généralement la propriété publique semblaient passées de mode au début des années 1990. Quand elles étaient évoquées dans un débat, généralement par un participant lié à l'extrême-gauche, ses interlocuteurs de droite comme de gauche accusaient le trublion de vouloir ressusciter l'Albanie. Du côté des salariés, les choses étaient confuses : si les nationalisations de 1945 conservaient une odeur de progrès économique et social, celles de 1981-82 avaient un parfum d'amertume (voir article page 11). Par ailleurs, la chute du mur de Berlin et la fin de l'URSS avaient non seulement emporté les illusions de ceux qui avaient maintenu une fidélité aveugle à l'URSS, mais aussi semblé détruire l'espérance de tout changement socialiste. Pour les sociaux-démocrates, le capitalisme est désormais un « horizon indépassable » et ils s'acharnent à le mettre en pratique, à l'instar des privatisations massives du gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002).

## SERVICES PUBLICS ET BANQUES

Les premiers indices d'un retour du débat à une échelle plus large sont apparus avec le courant altermondialiste (le premier Forum social mondial s'est tenu en 2001) qui a mis en avant la notion de « bien commun », concept appliqué notamment à l'eau. La privatisation de sa distribution suscitait des mouvements importants en Amérique latine. Plus tard, devant la déferlante des privatisations et leurs conséquences, l'idée que les « services publics » ne doivent pas être libéralisés ni livrés au privé a fait son retour. Mais sur le fond, tout cela reste très défensif : les incursions dans la propriété privée restent perçues comme des exceptions.

Avec la crise, une évolution essentielle se produit autour des banques. L'idée se répand qu'elles ne peuvent être laissées au privé. Des banques en déconfiture sont d'ailleurs nationalisées, en Angleterre par exemple. Mais il s'agit pour les Etats capitalistes de sauver non seulement les banques mais les banquiers et les actionnaires, en socialisant les pertes et en rendant ultérieurement ces établissements au privé. Face à ces mystifications, si le NPA, par exemple, défend clairement la socialisation sans indemnités ni rachat de l'ensemble du système bancaire, le Front de gauche reste à mi-chemin avec son « pôle public bancaire » qui coexisterait avec les banques privées.

## SAUVER LES EMPLOIS

Pour ce qui est des entreprises de production, au-delà des programmes des organisations anticapitalistes, la remise en cause de la propriété patronale a fait son retour à partir de la volonté des salariés de sauver leurs emplois face à un risque de fermeture. L'expérience la plus significative a été celle de l'Argentine avec un mouvement de récupération par les travailleurs des entreprises abandonnées par leurs patrons au plus fort de la crise (voir page 16). Dans les autres pays, ce furent plutôt des expériences isolées et d'inspirations diverses.

En France, existaient déjà des SCOP (sociétés coopératives ouvrières de production, rebaptisées « sociétés coopératives et participatives » en 2010) et des travailleurs en lutte avaient recouru à cet instrument pour sauver leur entreprise et leurs emplois (voir page 13). En témoignent la tentative des Lip dans les années 1970, le combat des travailleurs de Fumel et bien d'autres cas. Ces expériences étaient avant tout de nature empirique (il

s'agissait de sauver les emplois) même si elles correspondaient parfois aussi à un sentiment diffus qu'« on peut se passer des patrons ».

Avec la crise qui a commencé en 2008, le thème de la nationalisation a fait progressivement son retour dans le secteur de la production.

La revendication est apparue parfois face à des fermetures d'entreprise, dans des cas où un repreneur se faisait attendre. Il s'agissait souvent d'une nationalisation provisoire, conçue comme solution d'attente. Mais cela restait au total assez marginal. A l'automne 2012, la situation s'est modifiée autour du cas d'ArcelorMittal.

Son écho, au-delà des gesticulations de Montebourg, s'explique surtout par l'approfondissement de la crise avec son cortège de fermetures d'usines. Souvent, des travailleurs ont accepté des suppressions d'emplois et des baisses de salaires, indirectes avec le chômage partiel ou directes avec l'allongement du temps de travail, et on leur annonce un repreneur qui demande encore plus, ou pas de repreneur du tout. Les nationalisations redeviennent ainsi une question politique, d'autant que le Medef est vent debout contre toute évocation de cette perspective.

Pour les salariés, la question est la même que dans le cas des coopératives : il faut sauver les emplois, il n'y a aucune légitimité à ce que les patrons reçoivent un sou et il faut le maximum de garanties pour l'avenir de la boîte. Mais que faire face aux propositions de nationalisations temporaires venues d'en haut ? Deux discours opposés mais symétriques peuvent être entendus à l'extrême gauche. Selon le premier, tant qu'on reste dans le cadre du capitalisme, privé et public, c'est fondamentalement la même chose comme l'expérience de 1981-82 en témoigne. Le second consiste à dire qu'il faut nationaliser, mais tout l'appareil productif, sinon cela revient à créer des illusions. Chacune de ces positions renonce à répondre au problème





politique concret qui est posé et, surtout, aux interrogations et aspirations d'un certain nombre de travailleurs face à l'arrogance de patrons prédateurs qui ferment des entreprises, même rentables.

### EXPROPRIATION ET AGITATION ANTICAPITALISTE

Il ne faut pas craindre de mettre en avant la question de la nationalisation de certaines entreprises quand le problème est posé, ceci pour la raison précise donnée par Trotsky en 1938, également dans une période de crise économique: «*La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'agitation quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue propagandiste, sous sa forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes*» (voir encadré). Il faut donc partir des situations

concrètes en montrant en quoi les vraies nationalisations que nous soutenons (en fait des expropriations) sont différentes des opérations à la Montebourg aujourd'hui ou de celles de Mitterrand en 1981-82.

Elles s'en distinguent par les caractéristiques mises en avant par Trotsky: le refus du rachat, la dénonciation des discours des «charlatans», la nécessité de l'action des salariés avec en perspective la question d'un autre pouvoir. A quoi il faut ajouter un autre point essentiel: le contrôle par les salariés des décisions des dirigeants de l'entreprise. Il ne s'agit pas de remplacer les patrons privés par des hauts fonctionnaires disposant des mêmes pouvoirs et fonctionnant fondamentalement de la même façon.

Au-delà, dans une perspective de transformation de la société, seule la gestion démocratique du secteur nationalisé peut permettre une appropriation réelle des entreprises par les travailleurs. Notre projet de société, n'est en rien celui qui a opprimé les travailleurs de l'URSS et des autres économies construites sur ce modèle (voir page 18). □

Photothèque Rouge / JMB



### L'expropriation de certains groupes de capitalistes

(Léon Trotsky, *Programme de transition*, 1938)

Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasites.

Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des «60 familles» aux États-Unis ou des «200 familles» en France, nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même, nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolistes de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de «nationalisation» consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le rachat ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ;
- 4) Nous relient le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'agitation quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue propagandiste, sous sa forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème. □

DU 19<sup>e</sup> SIÈCLE À 1981

PAR ROBERT PELLETIER

# DES NATIONALISATIONS COMPATIBLES AVEC LE CAPITALISME

*Aujourd'hui passées de mode, les nationalisations ont longtemps été un étendard de la gauche réformatrice... mais pas seulement d'elle. Le plus souvent, elles ont servi au capital pour se moderniser, se restructurer et rétablir ses taux de profit. En France, celles de 1981-82 ont laissé aux travailleurs un goût amer.*

**S**i le droit à la propriété privée est un des principes fondateurs de la Révolution française, des exceptions y étaient envisagées. L'article 17 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (26 août 1789) énonce : «*La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité*». Ces principes furent ensuite traduits dans le Code civil de 1804.

Avant la Première Guerre mondiale, des objectifs d'efficacité industrielle au service des Etats amenèrent certains socialistes français à revendiquer la nationalisation des chemins de fer ou des assurances, et Bismarck à faire des chemins de fer une société d'Etat en Allemagne dès 1873. Mais c'est sous l'impact de la révolution russe et de la crise économique que la participation des Etats à l'appareil de production commença à se poser avec plus de force. En Allemagne, face à la montée révolutionnaire, le gouvernement mit en place des organismes de conciliation et de participation où les salariés disposaient d'un droit de regard sur l'administration de l'entreprise, les conditions de travail, d'embauche et de licenciement. En Belgique, en Grande-Bretagne et en France, syndicats et partis socialistes revendiquèrent des mesures similaires à celles mises en œuvre par Roosevelt aux Etats-Unis. Des impératifs économiques et industriels conduisirent le gouvernement de Front

Populaire à nationaliser quelques usines d'armement et les chemins de fer en créant la SNCF. Durant la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement de Vichy nationalisa l'agence de presse Havas, qui devint l'AFP à la Libération.

## L'ÉTAPE KEYNÉSIEENNE

Les besoins de la reconstruction et les rapports de forces issus la guerre amènent les gouvernements à mettre en place des politiques keynésiennes, reposant notamment sur la place déterminante de l'intervention de l'Etat dans la production. En France, le programme du Conseil national de Résistance prévoyait «*le retour à la nation de tous les grands moyens de production monopolisée, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques*». C'est ainsi que furent nationalisées les houillères, les entreprises du gaz et de l'électricité, les banques de dépôt, une partie des compagnies d'assurances et la Régie Renault, la RATP, Air France.

Ces mesures reposaient sur deux fondements. D'abord, des nécessités économiques et industrielles imposant, au sortir de la guerre, des moyens importants et centralisés pour la reconstruction de l'appareil productif, des réseaux de transport et de l'énergie. Ensuite, la recherche d'un consensus social afin d'assurer la remise en route de la production notamment dans les secteurs décisifs.

Les contreparties en termes d'intervention des salariés dans la gestion furent alors l'occasion d'après discussions. Les réticences syndicales et politiques d'une part, les préventions patronales d'autre part, furent renforcées par la mise en place du plan Marshall et le développement de la guerre froide. Les intrusions dans le champ du pouvoir patronal se limitèrent aux obligations d'information et de consultation des comités d'entreprises dans le secteur privé et à une participation aux conseils d'administration dans le secteur public. La principale concession faite aux organisations syndicales, avant tout à la CGT, est le développement des œuvres sociales avec notamment des dotations

importantes aux comités d'entreprise. Dans les secteurs stratégiques (mines, EDF-GDF, SNCF), des concessions sociales importantes furent également faites sur les retraites et les déroulements de carrière. Grâce aux indemnités, les anciens actionnaires récupérèrent des capitaux immobilisés dans des industries détruites et purent les réinvestir dans des activités plus rentables.

## EN 1981, UN ENJEU ESSENTIEL POUR LA GAUCHE

Ce partage, cette complémentarité entre un secteur public conséquent et le secteur privé ne furent pas remis en cause dans la période suivante, pas même en Mai 1968. C'est cependant dans la foulée de Mai 68 que la question des nationalisations revint sur le devant de la scène. En 1972, le PCF, le PS et les Radicaux de gauche signaient un programme commun de gouvernement qui prévoyait une large extension du secteur public. Les critères étaient très larges : «*Les entreprises qui répondent directement à des fonctions collectives ayant le caractère de services publics et donc à des besoins fondamentaux ;*

*- Les sociétés vivant sur fonds publics, qu'il s'agisse de marchés publics, de subventions, de crédits de faveur, etc. ;*

*- Les principaux centres d'accumulation capitaliste qui dominent la plus grande partie, voire la totalité de certaines productions réduisant la concurrence à celles de quelques firmes géantes ;*

*- Les entreprises qui contrôlent des branches essentielles pour le développement de l'économie nationale (niveau technique, échanges internationaux, rôles régionaux, etc.)»*

Après des discussions laborieuses, qui débouchèrent sur une rupture de l'alliance PCF-PS-Radicaux de gauche, les champs de référence et d'application furent sérieusement réduits dans ce qui devint les « 110 propositions » du candidat Mitterrand en 1981.

La loi de nationalisation qui devint effective en 1982 concernait cependant de nombreuses entreprises dans l'industrie (Thomson, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, Pêchiney-Ugine-Kuhlmann, Sacilor, Usinor) comme dans le secteur financier (Paribas, Suez, CIC, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Banque Rothschild, Banque Worms, Banque La Hénin...).

## RATIONALISATION CAPITALISTE ET DÉSILLUSIONS OUVRIÈRES

En 1983, un salarié sur quatre travaillait dans le secteur public. Les nationalisations





Photothèque Rouge / JMB



avaient donné à l'Etat d'importants moyens économiques et industriels. Mais l'absence d'une politique industrielle démocratiquement débattue, faisant des choix prenant en compte l'intérêt collectif, ne permit pas de consolider l'appareil industriel et de peser sur la vie économique et sociale. Les 47 milliards de francs d'indemnités alors versés aux actionnaires leur permirent de se tourner vers des secteurs plus porteurs ou de se lancer sur les marchés financiers.

Dans les années qui suivirent, la gestion du secteur nationalisé se différençia peu de celle des entreprises privées : internationalisation par une politique d'investissement à l'étranger tandis que le secteur bancaire se lançait dans des spéculations hasardeuses, qui imposèrent de coûteux sauvetages par l'Etat : 100 milliards au Crédit lyonnais, 22 milliards pour le GAN, 6 milliards pour la Société marseillaise de crédit. Parallèlement, les conditions de travail et l'emploi dans ces groupes ne se distingua pas non plus fondamentalement de celles du privé. De 1981 à 1983, il y eut de nombreuses suppressions

d'emplois : 10 000 dans la chimie, 33 000 dans la construction électrique et dans l'électronique, 12 000 dans la sidérurgie.

La sidérurgie est le secteur emblématique des enjeux réels des nationalisations. Dès 1978, l'Etat prenait à sa charge 22 milliards de francs de dettes et devenait détenteur de 63,8% d'Usinor et de 76,9% de Sacilor. Cette quasi nationalisation n'empêcha pas alors la suppression de 22 000 emplois. En 1981, l'Etat ajouta encore 21 milliards dans la caisse. En 1984, il y eut à nouveau 30 milliards mis par l'Etat et 21 000 emplois supprimés. En 1986, l'Etat procéda à une ultime recapitalisation de la sidérurgie (Usinor et Sacilor) en injectant encore des milliards, pendant que 20 000 emplois s'évanouissaient. Grâce à ces aides et aux suppressions d'emplois, la sidérurgie put enfin, en 1989, renouer avec les bénéfices. Pour être ensuite privatisée en 1995, sous le gouvernement Juppé.

En fait, à partir de la victoire de la droite aux élections législatives de mars 1986, la plupart des entreprises nationalisées furent privatisées. D'abord par la droite puis, après le « ni-ni » (ni privatisation, ni nationalisation) de Mitterrand en 1988, par les gouvernements de droite et

de gauche qui se relayèrent pour aboutir à la disparition de quasiment tout le secteur public, avec la privatisation des entreprises les plus emblématiques qu'étaient EDF-GDF, France Telecom ou les sociétés d'autoroute. Au total, dans un contexte d'affaiblissement des repères collectifs, les nationalisations laissent au mieux un sentiment d'indifférence, au pire un goût amer. Les dizaines de milliers de suppressions d'emplois, l'absence d'amélioration voire l'aggravation des conditions de travail font que pour les salariés des ex-secteurs nationalisés, l'éventualité d'un retour à ce statut n'est en rien perçue comme une évolution favorable et souhaitable. L'Etat-patron n'a pas laissé un souvenir vraiment meilleur que les patrons privés. □

# LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL

*En ces temps de crise, les Scop sont à l'honneur: parfois de manière très modeste, simple refuge et moyen de sauvegarder l'emploi lorsque l'outil de production n'intéresse plus aucun capitaliste; parfois de manière plus offensive lorsque la coopération devient l'étendard d'un combat pour la dignité ouvrière comme celui des Fralib à Géménos, ou la promesse d'un monde nouveau en se référant au combat mené par les Lip dans les années 1970...*

**L**a coopération est une idée ancienne au sein du mouvement ouvrier. Elle est au cœur du projet défendu par Proudhon, la figure la plus influente au sein du mouvement ouvrier français dans les années 1840-1860: coopératives de consommation pour échapper à l'usure des capitalistes, coopératives de production comme levier de l'émancipation ouvrière, mutuelles pour assurer une solidarité immédiate entre ouvriers. Des projets qui ont eu du mal à voir le jour faute de capitaux, mais qui ont suscité très vite des espoirs et des débats autour de l'idée qu'il est possible de changer la société à partir d'expériences, certes limitées au démarrage, mais suffisantes pour susciter l'enthousiasme et un début de généralisation.

Dans son «adresse inaugurale» lors de la fondation de la Première Internationale, en 1864, Marx revient sur l'intérêt et les limites de ces premières expériences: *«Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés [...] En même temps, l'expérience de cette période (1848-1864) a prouvé jusqu'à l'évidence que, si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montrât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères [...] Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux.»*

En 1868, la majorité de l'Internationale se prononçait en faveur de la nationalisation des grands moyens de production, déplaçant le centre de gravité de ses préoccupations autour

de la prise du pouvoir et de qui possède et qui contrôle l'Etat.

## DANS LE PROGRAMME DE LA GAUCHE RÉFORMISTE

Depuis, le mouvement coopératif s'est développé à des échelles variables et selon des modalités très différentes.

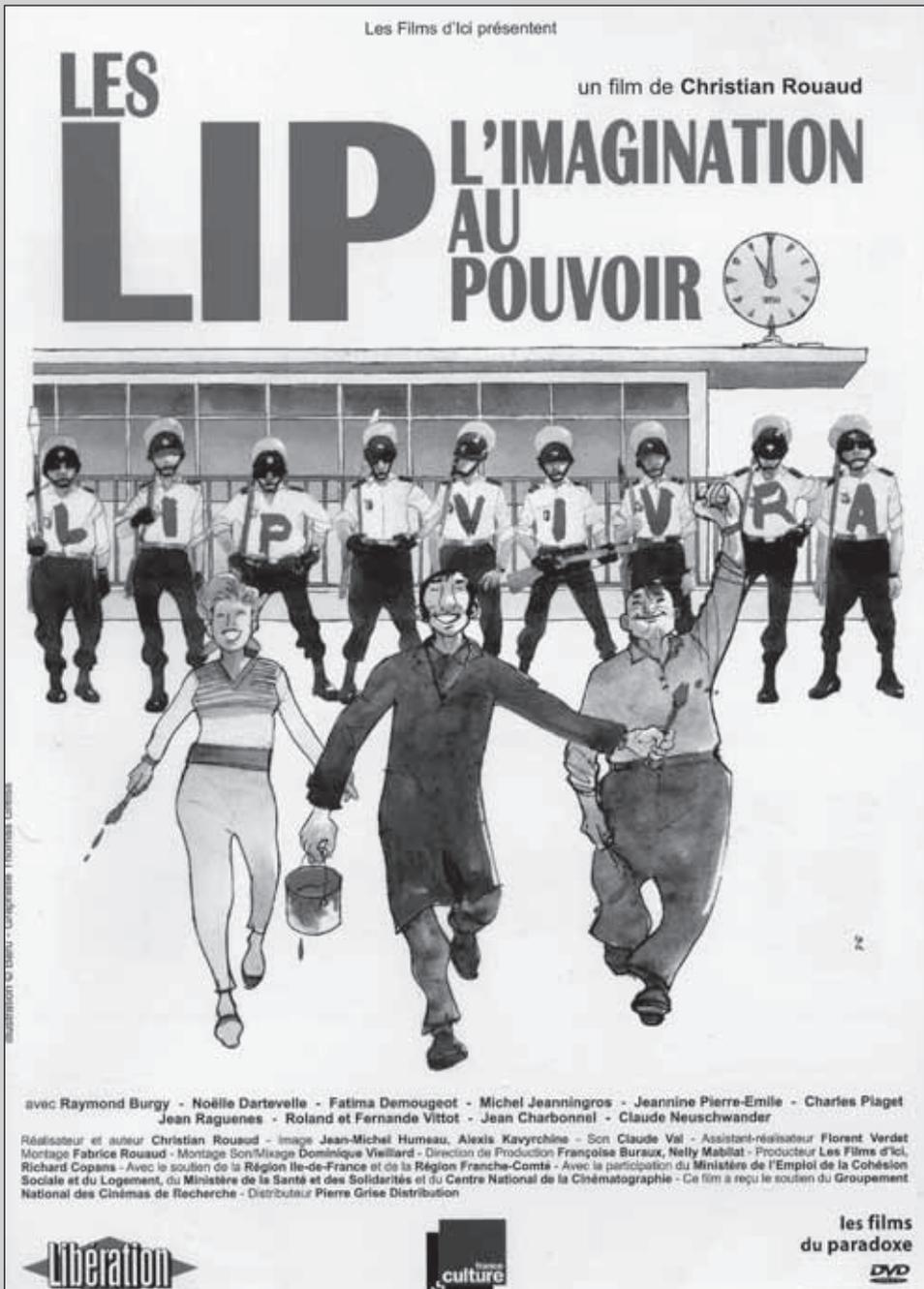
Il a connu un essor remarquable en Allemagne dès les premières années de la social-démocratie en développant de grandes centrales d'achat pour les ouvriers, sans jamais s'aventurer dans

le domaine de la production. En France, le mouvement coopératif et mutualiste est resté plus ou moins dans la sphère d'influence du syndicalisme, comme le montre l'exemple des enseignants qui ont vécu pendant des générations sur un véritable triptyque: un syndicat (la FEN depuis 1945 et jusqu'à son éclatement en 1992); une mutuelle (la MGEN); un système d'assurance et une centrale d'achat sur un mode coopératif (la Maif et la Camif). Le mouvement des coopératives de production s'est par contre fortement autonomisé par rapport au mouvement ouvrier. Quant aux mutuelles, en particulier dans les assurances, elles sont devenues par la force des choses des entreprises capitalistes sans réelle originalité, ayant acquis parfois une taille impressionnante. On pourrait aussi évoquer l'exemple des coopératives agricoles qui sont devenues pour certaines des symboles de l'agriculture capitaliste productiviste. Ou les banques coopératives comme la Banque populaire dont la filiale Natixis s'est récemment illustrée dans des opérations de spéculation hasardeuses... Pourtant l'idée de coopération est revenue à l'honneur, en particulier dans le programme du Front de gauche, *L'Humain d'abord*. Durant la campagne présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est allé soutenir les Fralib, SeaFrance ou le Groupe Chèque Déjeuner, en développant l'idée que les Scop ouvraient la possibilité d'une «prise de pouvoir», un exemple de «radicalité concrète». Mieux encore: un symbole de la République reposant comme elle sur le principe «une personne égale une voix», permettant de jeter un pont entre la citoyenneté politique et la citoyenneté économique. C'est notamment dans cette perspective que Mélenchon entend défendre la perspective d'une «République sociale» qui devrait conforter et généraliser ce mouvement, en prolongeant sur le terrain des droits sociaux et économiques le mouvement

## UN FILM À VOIR: «ENTRE NOS MAINS»

Elles sont ouvrières dans une entreprise de lingerie en faillite à Orléans en 2009. Après bien des hésitations, elles décident de placer leurs (maigres) économies dans une Scop. Jusqu'au moment où l'un de leurs principaux clients leur fait défaut... Ce documentaire réalisé par Mariana Otero suit pas à pas avec beaucoup de sensibilité le cheminement des consciences et le courage qu'exige la volonté de s'en sortir! □





De leur côté, les Nations Unies avaient déjà eu l'occasion de faire de 2012 «l'année des coopératives». Un peu comme le «développement durable», l'idée a fini par être reprise par tout le monde en lui accordant une signification et des objectifs extrêmement variés.

**DES ENTREPRISE PAS TOUT À FAIT COMME LES AUTRES ?**

Sur le plan juridique, les Scop, ou «sociétés coopératives et participatives» depuis 2010, sont des entreprises dont les salariés-coopérateurs (ou «co-entrepreneurs») détiennent au moins 51% du capital et 65% des droits de vote. Quelle que soit la quantité du capital détenu, chaque coopérateur ne dispose que d'une seule voix lors de l'assemblée générale de l'entreprise selon le principe une personne = une voix, et non une part sociale = une voix. La France compte 2000 Scop dans lesquelles travaillent un peu plus de 40000 salariés. Dans un article publié en décembre 2012, le mensuel *Alternatives économiques* (lui-même géré par une Scop...) tord le cou à un mythe: sur les quelques 200 nouvelles Scop nées en 2011, seule une dizaine sont des reprises d'entreprises en difficulté. Et trois nouvelles Scop sur quatre sont des créations ex-nihilo. Les Scop ne sont donc pas un refuge privilégié pour entreprises en difficulté et ne créent par elles-mêmes aucun miracle: c'est bien la rentabilité et la capacité à se positionner correctement sur le marché qui priment! Et en cas de difficulté, il faut quand même licencier comme partout ailleurs...

Les Scop seraient-elles par conséquent des entreprises comme les autres? Outre le système de vote très particulier, et le contrôle (souvent) plus étroit de la direction d'entreprise, un aspect important concerne la cession des parts sans possibilité de faire une plus-value, et l'usage des bénéfices puisque d'une manière réglementaire, une partie doit obligatoirement assurer la pérennité de l'entreprise (en pratique, plus de la moitié). Produire d'abord, s'enrichir après, c'est un peu le modèle saint-simonien qui est à l'honneur. Mais ce sont bien des entreprises capitalistes, et pas uniquement parce qu'elles sont soumises à la dure loi de la concurrence et à la nécessité de faire du profit. Ce qui fonde la légitimité d'un salarié à participer aux grandes décisions de son entreprise, ce n'est pas sa participation au travail collectif. C'est le fait d'être actionnaire ou «co-entrepreneur». La part (plus ou moins variable) des salariés qui ne possède pas ce privilège n'a aucune voix au chapitre. Le principe de la propriété privée est bien respecté! □

ooo  
de liberté et d'égalité inauguré par la révolution de 1789, selon une idée chère à Jean Jaurès. En réponse à un questionnaire envoyé par la Confédération générale des Scop, principal mouvement de représentation et d'animation des coopératives de production, le candidat du Front de gauche s'est engagé durant la présidentielle à prendre un certain nombre de mesures: une aide juridique et financière aux salariés lors de la reprise; un droit de préemption; un organisme public d'aide à la gestion; une réorientation des commandes de l'Etat et des collectivités; la création d'un pôle public financier dont un des enjeux devrait être de soutenir cette nébuleuse de l'économie

sociale et solidaire qui inclut les Scop mais également bien d'autres initiatives. Le tout inscrit dans une loi-cadre, point de départ de la construction d'un «système alternatif», articulant la nécessité d'une «planification écologique» de l'économie et d'une «citoyenneté active». La gauche du Parti socialiste n'est pas en reste puisque son principal représentant, Benoît Hamon, est désormais le ministre de «l'Economie sociale et solidaire» du gouvernement Ayrault. Participant au 35<sup>e</sup> congrès de la CG Scop le 16 novembre dernier, il a appelé à un véritable «choc coopératif» visant à doubler le nombre de Scop d'ici 5 ans, se proposant de faire voter en 2013 une grande loi sur l'économie sociale et solidaire.

## Lip: «C'est possible! On fabrique, on vend, on se paie!»

En avril 1973, la plus grande usine horlogère de France installée à Besançon dépose son bilan. Le 29 septembre, une manifestation réunit 100 000 personnes dans une ville de 120 000 habitants. Après avoir tenté de séquestrer les cadres et avoir été délogés violemment par la police, les salariés décident de séquestrer les montres et les machines, début d'une expérience de production autogérée qui dure plusieurs mois. Pendant cette période, le comité d'action animé entre autre par Charles Piaget cherche un repreneur. Jacques Chérèque, secrétaire de la fédération des métaux de la CFDT, et Michel Rocard, secrétaire national du PSU, s'activent en coulisse. Un «patron de gauche», Claude Neuschwander, accepte de prendre la relève, soutenu par Antoine Riboud, le PDG de BSN. La production redémarre en mars 1974. Mais quelques mois plus tard, le nouveau gouvernement semble multiplier les obstacles, début d'une polémique. En 1976 Neuschwander démissionne, et une nouvelle période de lutte commence qui débouche cette fois sur la création de plusieurs coopératives en novembre 1977, seul cadre juridique pour pouvoir continuer.

Christian Rouaud, membre du PSU en 1973 et réalisateur en 2007 du film «Lip, l'imagination au pouvoir», livre son propre éclairage sur le sens politique de ces différents épisodes dans une interview publiée dans Le

*Monde libertaire* (n° 1467, 1-7 mars 2007) : «les ouvriers de Lip n'avaient pas du tout pour objectif de reprendre l'entreprise eux-mêmes. C'est un des grands malentendus autour de Lip, le mot 'autogestion' trotte dans la tête de beaucoup de gens à propos de ce conflit. En réalité, ils ont autogéré la lutte, ils ont installé une sorte de société idéale à l'intérieur de l'usine occupée, une démocratie directe fondée sur des commissions autonomes contrôlées en permanence par l'assemblée générale des travailleurs. S'ils ont pris le stock de montres et remis les chaînes d'horlogerie en marche, c'est pour survivre dans la lutte, en attendant qu'une solution soit trouvée. Il y a des gens autour d'eux, notamment au PSU, qui les poussaient à se mettre en Scop pour capitaliser cette expérience, mais ils n'étaient pas du tout dans cette optique-là. Leur objectif était d'arriver à une solution industrielle qui permette de faire redémarrer l'usine, sans démantèlement, sans licenciement. Pour cela, il leur fallait un patron capable de montrer que Lip était viable et de se lancer dans l'aventure. Et ils ont gagné, c'est ce que raconte le film. Ensuite, quand l'entreprise a de nouveau déposé le bilan, ils ont repris le stock de montres et se sont remis à vendre des montres. Ce n'est que lorsqu'il a été évident pour tout le monde qu'il n'y aurait pas de repreneur, qu'ils se sont résolus à créer des coopératives, mais ils l'ont fait à leur corps défendant». □

## FRALIB: LA SCOP EN LUTTANT!

PAR DAVID (MARSEILLE)

Le 28 septembre 2010, Unilever annonce la fermeture de l'usine Fralib, près de Marseille. Les salariés sortent de neuf semaines de grève sur les salaires, dans une usine fortement syndiquée. L'équipe militante, radicale, expérimentée et combative dénonce depuis plusieurs années la politique économique et de management de la direction sur le site de Gémenos. Les ouvriers repartent en lutte et cogitent pendant le mouvement sur les retraites...

Le 3 janvier 2012, le comité d'entreprise sort un document : «Pour une solution alternative à la fermeture du site», à travers lequel, tout en revenant sur la prétendue insuffisante rentabilité de l'usine et de ses ouvrier-ère-s, les salariés affirment qu'ils sont «disponibles pour s'approprier sous une forme à définir collectivement et en concertation leur outil de travail».

C'est la détermination d'un collectif fort créé pour lutter qui amène rapidement à la perspective d'une Scop afin de sauvegarder l'outil industriel et l'emploi, un savoir-faire accumulé pendant des générations.

Face à la volonté d'Unilever de faire craquer financièrement les salariés, face aux manœuvres en tout genre, les salariés affinent leurs propositions : une centaine d'emplois créés, une production naturelle à partir de plantes aromatiques et non avec des arômes artificiels, des contacts avec des producteurs indépendants dans le cadre d'une relation



Phototèque Rouge /Estival

équitable, tout en favorisant une nouvelle organisation du travail où par exemple l'échelle des salaires pourrait varier de 1 à 4. Un enjeu majeur pour la pérennité de l'entreprise serait qu'Unilever cède la marque, assure le traitement de la future production et assume certains frais durant quelques années. Ce qui serait normal, après avoir profité de l'exploitation de ses anciens salariés!

En février 2012, Hollande déclare : «il faut que cette marque qui est la vôtre puisse être cédée gratuitement». De «rencontres officielles» à la mise en place d'un «comité d'engagement» pour discuter de la revitalisation du site avec les pouvoirs publics, en passant par quelques matinées devant les tribunaux et

les prud'hommes, les Fralib ont finalement déposé en préfecture les statuts et présenté à la presse la dernière mouture de leur projet Scop TI<sup>1</sup> en décembre 2012.

Le 5 février 2013, les Fralib ont quitté la réunion du comité d'engagement. La situation est pour l'instant bloquée : Unilever refuse de céder la marque Eléphant, et le préfet exige désormais des salariés un autre projet. Mais qui devrait revoir sa copie? □

1. Société coopérative ouvrière provençale Thé et Infusion : 72 salariés sont actuellement volontaires pour y participer.

# AUTOGESTION, CONTRÔLE OUVRIER,

*L'effondrement de l'économie grecque pousse aujourd'hui les travailleurs de plusieurs entreprises à reprendre en main la production, comme récemment à l'usine céramique VIO.ME. Des formes de contestation directe du pouvoir patronal dans les entreprises sont apparues dans toutes les périodes de crise et de luttes d'ampleur, sur tous les continents...*

**L'**un des exemples les plus impressionnants est la révolution espagnole de 1936-1939 : en quelques jours, non seulement les travailleurs de l'Etat espagnol parvenaient à repousser le coup d'Etat militaire, mais ils engageaient un processus très radical de collectivisation des entreprises et des terres. A Barcelone, deux jours après le soulèvement, les services publics étaient remis en route par les travailleurs : trains, autobus, métro mais aussi gaz et électricité fonctionnaient normalement. Dans la foulée du soulèvement, Barcelone vit quinze jours sans argent, sur la base des réquisitions et des bons distribués par le Comité de ravitaillement, qui assurait l'approvisionnement des hôpitaux et des restaurants populaires : il nourrit jusqu'à 120000 personnes par jour. Mais coordonner l'activité d'entreprises collectivisées est tout sauf spontané. Le gouvernement bourgeois de Madrid détenait les banques, le crédit et le commerce extérieur et ne faisait rien pour le secteur collectivisé. *« Dans une usine qui possédait, à la veille de la révolution, des stocks importants et des réserves monétaires, le travail se poursuit normalement, avec les salaires augmentés. Mais une usine en déficit ou démunie de stocks au moment de l'insurrection ne peut ni fonctionner normalement, ni assurer le paiement des salaires. Certaines entreprises vivront simplement en dépensant petit à petit leurs réserves financières. Il y aura des entreprises riches et des entreprises pauvres. »*<sup>1</sup> Mais la révolution espagnole sera étranglée avant d'avoir pu prouver la supériorité de la collectivisation sur l'organisation capitaliste de la production.

## LES « ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES » EN ARGENTINE

Le mouvement des « entreprises récupérées » incarne à la fois le potentiel et les limites de

« l'autogestion » sans prise du pouvoir central par les travailleurs. Lors de la grande crise de 2001, des millions de manifestants ont chassé cinq gouvernements en quelques jours. Une série de patrons ont abandonné leurs usines. Près de 200 d'entre elles furent alors occupées puis remises en fonctionnement par leurs travailleurs. Les usines Bruckman (textile) ou Zanon (céramique), fer de lance du mouvement, réussirent à gagner un large soutien populaire. Aujourd'hui, plusieurs dizaines d'entreprises continuent à fonctionner sans patrons.

Cependant, à partir du moment où la classe dirigeante argentine réussit à reprendre le contrôle de la situation (les luttes commencèrent à décliner en 2002 et Kirchner fut élu en 2003), le mouvement des entreprises récupérées s'est fracturé, une aile cherchant à constituer des coopératives (les ouvriers s'associent pour être reconnus propriétaires légitimes de l'entreprise), et une autre exigeant l'étatisation sous contrôle ouvrier sans indemnités pour les anciens propriétaires. C'est la situation de crise profonde du capitalisme argentin qui avait permis d'ouvrir une brèche pour les « récupérations » en dehors de tout cadre légal. Mais une fois le capitalisme argentin rétabli, l'Etat a commencé par réprimer le secteur le plus combatif : les ouvrières de Bruckman furent expulsées trois fois de suite, elles réoccupèrent à deux reprises l'usine grâce au soutien populaire, mais suite à la troisième expulsion, tous les environs furent occupés par la police avec interdiction de circuler excepté pour les habitants du quartier... pendant neuf mois !

Dans le même temps, le nouveau gouvernement forçait l'ensemble des entreprises récupérées à se constituer en coopératives et à payer des indemnités aux anciens propriétaires. Il conditionnait la reconnaissance de la légitimité de l'expropriation (toujours précaire juridiquement) et l'obtention de subsides à la remise en place d'un fonctionnement hiérarchique : une partie seulement des salariés bénéficient de formation à la gestion, un conseil d'administration doit être créé pour prendre les décisions à la place des assemblées générales...

Tant que l'Etat bourgeois est debout, la classe dirigeante a la possibilité de réprimer le mouvement entreprise par entreprise. Et tant que le cadre de l'économie capitaliste

n'est pas brisé à l'échelle nationale, les « îlots » autogérés restent isolés et finissent par se faire étouffer.

## AUTO-ORGANISATION ET EXTENSION

Mais cela ne signifie pas qu'une transformation révolutionnaire globale serait un préalable à tout essai de prise de contrôle de la production par les travailleurs. Notre objectif n'est pas seulement que chacun sache faire tourner sa boîte, mais que les salariés deviennent capables de ne plus être des exécutants passifs et de prendre part activement à la direction des affaires économiques et politiques à tous les niveaux. Il s'agit donc de mettre en place des formes de prise de contrôle qui ne soient pas fragmentées entreprise par entreprise, mais à la fois ancrées localement et globales.

La première piste, c'est développer l'extension des grèves et mobilisations ainsi que leur auto-organisation. Paradoxalement, pour un groupe de travailleurs, devenir propriétaires de leur propre entreprise finit par restreindre leurs possibilités et par les dessaisir de leur destin : quel qu'en soit le propriétaire (un patron privé, l'Etat ou les ouvriers organisés en coopérative), ce qui se passe dans une entreprise ne dépend pas que des décisions du ou des dirigeants, mais aussi du fonctionnement d'ensemble du marché.

Les objectifs stratégiques dans une lutte sont pour nous l'auto-organisation et l'extension maximale. C'est ce qui donne aux travailleurs à la fois le maximum de force et, en cas de crise majeure, la possibilité de déstabiliser le fonctionnement d'ensemble de l'économie capitaliste. C'est aussi ce qui leur garantit la maîtrise de leur propre mouvement... y compris la possibilité de recourir à la prise en main de l'outil de travail.

A partir du moment où une grève commence à se généraliser, ou du moins à avoir un impact sur la scène politique, des expériences même partielles d'utilisation de l'outil de travail peuvent avoir un impact positif pour le développement de la lutte et ouvrir la voie à l'idée qu'une appropriation collective des moyens de production est possible et souhaitable. Pensons aux mouvements

<sup>1</sup> La révolution et la guerre d'Espagne, Pierre Broué et Emile Témime, Editions de Minuit (1961).

PAR HOSEA HUDSON

# EXPROPRIATION

contrôle des salariés sur les décisions prises par le patron. Dans ce cadre, les salariés refusent toute prise de responsabilité dans les choix des patrons. A l'opposé, toute « co-gestion », toute association des représentants des travailleurs aux prises de décision dans



En Argentine, une des entreprises « récupérées » et transformées en coopérative. DR.

des « Robins des Bois » (grévistes d'EDF) qui, lors de leurs grèves de 2004 notamment, ont rétabli le courant à des foyers pauvres qui n'arrivaient plus à payer leurs factures et l'ont coupé au président du Medef et aux ministres ! Ce type de remise en route (partielle) de l'outil de production par les salariés permet d'accroître la popularité du mouvement, tend à l'étendre bien plus qu'à l'isoler. Alors que s'ils se concentrent sur leur seule survie dans un environnement capitaliste hostile, les travailleurs qui gèrent eux-mêmes leur entreprise risquent d'épuiser leur énergie dans un combat inégal.

## LE « CONTRÔLE OUVRIER », UN MOT D'ORDRE À REMETTRE AU GOÛT DU JOUR

Les aides massives aux banques depuis 2009 ont rendu audible la revendication de la « saisie » des banques, de leur expropriation et de leur mise sous contrôle de la population et des salariés. Les fermetures

de sites, les plans massifs de suppressions d'emplois rendent audible l'idée d'une interdiction des licenciements. Et après tout, interdire les licenciements, cela revient à introduire un droit de veto des salariés sur les suppressions d'emploi : c'est ce droit de veto que nous appelons « contrôle ouvrier ». La gestion ouvrière signifie quant à elle qu'il n'y a plus de patron, que les travailleurs sont le seul « pouvoir » dans l'usine. L'autogestion a tendance à paraître utopique pour la masse des travailleurs. Elle ne peut devenir réalisable dans l'immédiat qu'à une échelle réduite, donc sans remise en cause d'ensemble de l'économie capitaliste et de l'Etat. Ce qui conduit la plupart du temps à un isolement et à un étranglement des expériences « autogestionnaires » ou à leur dégénérescence... même si évidemment elles nous apportent de précieux enseignements.

L'idée d'un contrôle ouvrier implique une « dualité de pouvoir » dans l'entreprise, un

le cadre du respect de la propriété capitaliste ne peut amener qu'à accepter les suppressions d'emploi et les baisses de salaire au nom de la « compétitivité ».

Les débats autour de la nationalisation d'Arcelor ouvrent une fenêtre aux militants révolutionnaires pour (re)commencer à populariser le thème du contrôle ouvrier. Si les travailleurs sont familiarisés avec l'idée qu'ils peuvent et doivent avoir un droit de contrôle sur la marche des entreprises, si certains conflits emblématiques mettent partiellement en application le mot d'ordre de « contrôle ouvrier », si des organes d'auto-organisation apparaissent et se généralisent, alors l'appropriation collective des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes devient possible dans le cadre d'un mouvement d'ensemble. □

## NOTRE PROGRAMME

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

**LA SOCIALISATION DE**

*Pour discréditer les nationalisations et en général toute forme de propriété publique, les idéologues de la bourgeoisie affirment que leur inefficacité aurait été historiquement prouvée par la dislocation de l'URSS et du Bloc de l'Est, dont les économies étaient justement basées sur la propriété d'Etat. Argument redoutable, car en partie vrai... et auquel on ne peut répondre que depuis une perspective socialiste révolutionnaire, totalement dissociée des systèmes staliniens.*

**C**ommençons par remémorer un fait. Entre 1989 et 1991, des centaines de milliers de mineurs, le cœur de la classe ouvrière soviétique, ont mené plusieurs grands mouvements de grève, le dernier durant jusqu'à deux mois. Dans ces luttes, ils ont formé leurs comités de grève et constitué un syndicat indépendant. Leurs revendications, au départ très élémentaires (le déclencheur de la première grève a été l'exigence de pouvoir disposer de... savon), se sont vite transformées en revendications politiques, tournées contre le régime bureaucratique que Gorbatchev tentait alors de réformer.

Les grévistes demandaient que la propriété des mines soit transférée de l'Etat central à ses différentes républiques (notamment la Russie) et Eltsine a ainsi pu s'appuyer sur leur mouvement pour imposer la fin de l'URSS. Ils ont également soutenu les «réformes de marché» (libéralisation des prix du charbon et autres minerais, développement de leurs exportations) dont ils attendaient une amélioration de leur niveau de vie, ce dont les sommets de la bureaucratie

ont profité pour accélérer le processus de la restauration capitaliste. La très réactionnaire Hélène Carrère d'Encausse peut écrire avec quelque raison, dans son ouvrage *Victorieuse Russie*: «quand s'achève leur grève [la première, du 10 au 24 juillet 1989], le système soviétique paraît intact. Mais en réalité, ses fondations viennent de s'écrouler.»

Bien sûr, après des décennies d'oppression et d'atomisation sous la botte stalinienne, ces travailleurs se sont et ont été, dans une large mesure, trompés: au lieu de «l'économie sociale de marché» qu'on leur faisait miroiter, sur les modèles idéalisés de la Suède et de l'Allemagne (à une époque où la contre-réforme néolibérale n'en était qu'à ses balbutiements), ils ont hérité d'un capitalisme sauvage et mafieux, qui a aggravé leur exploitation et conduit à la fermeture de dizaines de mines, avec les licenciements correspondants. Mais cela ne veut pas dire que leur instinct de classe les ait égarés en ce qui concerne la nature du système auquel ils étaient alors confrontés.

Photothèque Rouge/FranckHoulgatte



# L'ÉCONOMIE, PAS SON ÉTATISATION

## ÉTRANGÈRE ET HOSTILE

Le point clé est qu'à l'opposé de toute la propagande officielle, les mineurs soviétiques, comme en général les travailleurs de l'URSS et des pays de l'Est, ne considéraient pas la propriété d'Etat comme la leur. Ils ne l'ont pas défendue, et ont même contribué à son démantèlement, parce qu'elle leur était devenue totalement étrangère et hostile.

Dépourvus d'un programme et d'une perspective politiques qui leur auraient été propres, ils se sont alors retrouvés instrumentalisés par les secteurs de la bureaucratie ayant fait le choix de la restauration capitaliste. Cela n'avait pas toujours été le cas. Hongrie et Pologne 1956, Tchécoslovaquie 1968, à nouveau Pologne 1981 : à plusieurs reprises, l'opposition entre «eux» (les bureaucrates exploités) et «nous» (les travailleurs) avait débouché sur de grandes révoltes, voire révolutions antibureaucratiques, dans le cours desquelles les salariés réclamaient la gestion des usines et parfois l'appliquaient, en commençant ainsi à modifier les rapports de production dans le sens de l'appropriation sociale.

Mais à cette époque, celle de la reconstruction et du boom de l'après-guerre, l'économie bureaucratique apparaissait encore, malgré ses vices (inefficacité, pénuries, gaspillage...), comme un facteur de développement dont la classe ouvrière pouvait espérer quelques bénéfices. Un changement de période s'est opéré avec l'installation de la crise à l'échelle internationale, l'envol de la mondialisation, ainsi que les reculs du mouvement ouvrier imposés par les premières offensives néolibérales. Ces années-là – la décennie 1980 – furent en URSS et dans ses pays satellites celles de la stagnation et de l'épuisement d'un modèle économique fondé sur une croissance extensive, et qui se trouvait complètement dépassé par la révolution technologique en cours dans le monde capitaliste. Non seulement les systèmes en place restaient incroyablement oppressifs, mais désormais ils n'apportaient plus à la société le moindre progrès. Le cas des mineurs soviétiques est emblématique : ils avaient de l'argent, plus que les autres travailleurs, mais pas les moyens de le dépenser, ni pour se distraire à la sortie de la mine ni même pour pouvoir se laver.

## L'EXPLOITATION BUREAUCRATIQUE

Dès lors, les rapports d'exploitation spécifiques à ces sociétés bureaucratiques étaient

mis totalement à nu. A travers son contrôle de l'Etat, juridiquement propriétaire de l'économie, la bureaucratie ne faisait pas qu'opprimer «politiquement» les travailleurs, en parasitant de façon indirecte les fruits de leur travail. Elle les exploitait en s'appropriant, sous des formes différentes de celles du profit capitaliste (très hauts salaires et «privilèges» de tout type liés au rang dans la nomenklatura), une part très substantielle du surproduit, de la plus-value étatisée non reversée aux travailleurs sous forme de salaire ou de prestations sociales.

Selon Trotsky dans son livre *La Révolution trahie*, l'URSS de 1936 avait déjà «rattrapé et largement dépassé les pays capitalistes» du point de vue de l'inégalité des salaires. En 1949, dans son étude intitulée *Les rapports de production en Russie*, Cornélius Castoriadis parvenait à l'estimation selon laquelle 15% de la population soviétique (la bureaucratie) consommait 85% du produit consommable, tandis que les autres 85% de la population (prolétariat et paysannerie) consommaient les 15% restants.

Il importe ici de bien distinguer entre les deux notions de propriété et d'appropriation. La propriété juridique des moyens de production a certes son importance; le fait que les bureaucrates n'étaient pas légalement propriétaires (ni personnellement ni collectivement) était d'ailleurs pour eux une source de frustration croissante et a constitué l'un des plus forts stimulants des tendances à la restauration du capitalisme. Mais même si elle n'avait pas la propriété juridique des moyens de production et ne les transmettait pas par l'héritage, la bureaucratie décidait des choix, des conditions et de la répartition de la production. En résumé, c'est elle qui dirigeait l'économie. Et toute classe (ou caste) qui dirige l'économie le fait à son profit.

## LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

La conclusion est double. D'une part, contrairement à ce que véhiculaient de concert les capitalistes et les bureaucrates (sans parler de l'hybride bureaucratique-capitaliste que l'on a vu émerger en Chine...), l'URSS et les autres Etats stalinien n'avaient rien de «socialistes». D'autre part, il n'y a aucune possibilité d'un processus d'émancipation des rapports d'exploitation si celles et ceux qui créent les richesses ne prennent pas le pouvoir, tout le pouvoir – politique et économique – entre leurs mains.

La question – qui excède largement le cadre de cet article – n'est certes pas simple, d'autant que l'on manque de points de repères historiques dans la durée. Les expériences de socialisation, c'est-à-dire d'appropriation collective du travail (qu'est-ce que l'on produit, comment et pour quoi faire) ainsi que des fruits du travail, qui ont pu être menées dans le cours de processus révolutionnaires, ont toutes eu un caractère embryonnaire et parcellaire, y compris durant les premiers mois de la Révolution russe. On peut néanmoins dégager quelques principes généraux.

L'un d'entre eux est que la gestion de l'économie, depuis le niveau de l'entreprise jusqu'à celui des pouvoirs publics du pays ou groupe de pays engagés dans une transition socialiste, doit être assurée par les salariés eux-mêmes; à l'exclusion de toute couche permanente d'administrateurs spécialisés, dont la tendance naturelle sera toujours de s'autonomiser du reste de la population.

La mise en place d'un tel système, égalitaire et rationnel, aura à résoudre des problèmes nouveaux et complexes: comment concilier et harmoniser, à l'échelle du pays ou groupe de pays, les souhaits et intérêts des différents collectifs de travailleurs? Alors que les mécanismes de marché ne disparaîtront pas du jour au lendemain, quelles mesures faudra-t-il mettre en place pour contrecarrer les différences de productivité et donc rentabilité entre les entreprises et les branches? Quelle politique salariale et quelle affectation de la plus-value, compatibles à la fois avec l'efficacité économique et un processus d'extinction des inégalités? Une deuxième certitude est que répondre correctement à ces questions sera impossible sans le développement d'une démocratie de type nouveau, la plus directe possible, fondée sur un réseau de conseils de salariés et d'habitants.

Enfin, une telle transformation devra nécessairement entraîner (et aller de pair avec) un processus de dépérissement de l'Etat. Non pas au sens de la disparition de pouvoirs publics et d'institutions communes, encore moins des services publics, mais dans la mesure où la séparation entre l'appareil d'Etat et l'ensemble de la population devra immédiatement et constamment se réduire. Il a été suffisamment démontré qu'à l'inverse, le renforcement d'un Etat contrôlant l'économie crée ou recrée des rapports d'exploitation. □

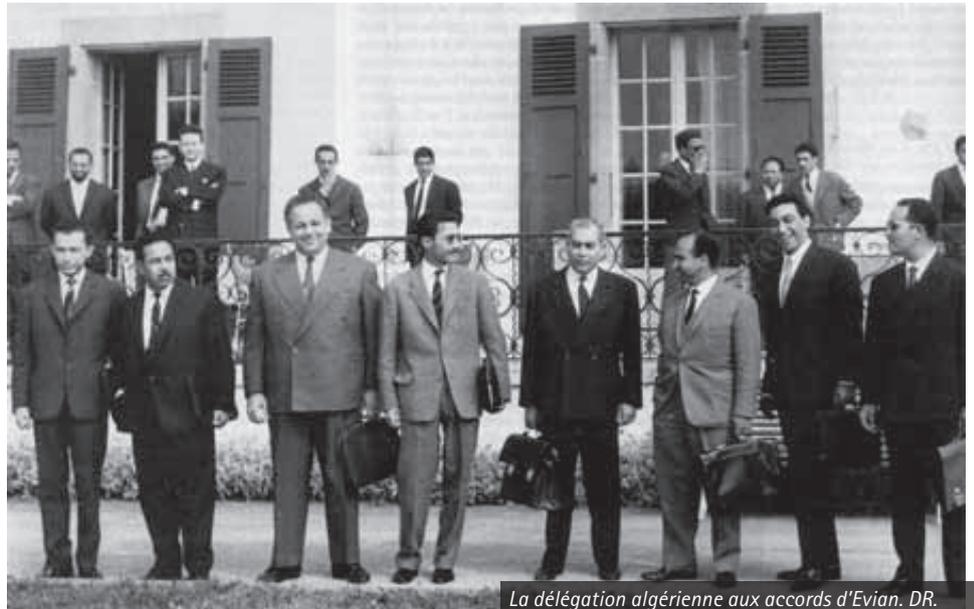
LIBÉRATION DE L'ALGÉRIE

# Pétrole contre indépendance

PAR JIHANE HALSANBE

*La longue durée de la guerre d'Algérie, dans un contexte où la France concède leur indépendance à d'autres nations de son empire colonial, s'explique par la volonté de la bourgeoisie française de sauvegarder ses intérêts économiques, à commencer par l'exploitation des richesses pétrolières du Sahara.*

« **J**e vous ai compris. » C'est avec ces mots célèbres que le général De Gaulle inaugurerait la politique de la V<sup>e</sup> République à l'égard de l'Algérie. Depuis déjà quatre ans, la guerre sévissait, présentée par la France coloniale comme une simple « opération de maintien de l'ordre ». Depuis déjà quatre ans, le peuple algérien luttait avec acharnement pour son indépendance et perdait des combattants sous le feu d'une armée étrangère qui pratiquait massivement la torture, soumettant les militants indépendantistes à « la question ». Cela faisait déjà plus de deux ans que le gouvernement du socialiste Guy Mollet avait augmenté les effectifs du contingent et voté les « pouvoirs spéciaux », suspendant la plupart des libertés individuelles. Abondamment commentés, les mots du général De Gaulle ont été interprétés par les aficionados de « l'Algérie française » et les partisans de l'Organisation armée secrète (OAS) comme un soutien, l'assurance que rien ne changerait. Au contraire, ceux qui souhaitaient voir revenir les hommes partis faire une guerre qui ne les intéressait plus y ont vu le signe de l'arrêt proche des combats. Enfin, les partisans de l'indépendance – encore rares en France – pensaient que De Gaulle admettait le sens de la marche de l'Histoire, alors que la Tunisie et le Maroc avaient accédé à l'indépendance en 1956 et que Madagascar et le reste de l'Afrique noire étaient sur cette voie. Au-delà des mots, quelles étaient les intentions de De Gaulle et de l'Etat français à l'égard de l'indépendance algérienne? Sans doute un peu de



La délégation algérienne aux accords d'Evian. DR.

tout cela. Car si la France semble admettre dès 1958 que l'indépendance de l'Algérie est inéluctable, elle souhaite aussi que rien ne change, du moins quant à la défense de ses intérêts économiques. C'est pour cela que la guerre durera encore quatre ans.

**LES INTÉRÊTS BIEN COMPRIS DE LA FRANCE**

Deux ans plus tôt, en 1956, d'énormes gisements pétroliers ont été découverts dans le Sahara, alors estimés à un milliard de tonnes, soit 7 milliards de barils<sup>2</sup>. Ils permettraient à la France de passer du statut de pays importateur de pétrole à celui d'exportateur. Il faut donc, à tout prix, que la France garde le contrôle des hydrocarbures algériens. Elle y parviendra avec les accords d'Évian en mars 1962. Outre les difficultés propres à la gestion politique d'un conflit qui a généré des passions difficilement éteignibles, c'est là la raison essentielle de la poursuite de la guerre. Pendant quatre ans, De Gaulle, en représentant de la France et de sa bourgeoisie, va chercher à se donner les moyens d'octroyer l'indépendance à l'Algérie sans perdre la mine d'or noire qui crée l'euphorie des milieux pétroliers français. A défaut d'une Algérie française, il faut que le pétrole le soit, d'autant plus que

l'échec de l'expédition de Suez en 1956 et la nationalisation du canal par Gamal Abdel Nasser ont obligé la France à instaurer un système de rationnement de l'essence. Par ailleurs, le Sahara, depuis janvier 1957, est le lieu choisi par l'armée française pour faire des essais nucléaires qui démarreront en 1960.

Autant de raisons de veiller aux conditions dans lesquelles une nation algérienne pourrait voir le jour. Car De Gaulle est clair quant à la possibilité pour l'Algérie d'accéder à son indépendance. En septembre 1959, il déclare : « *Compte tenu de toutes les données algériennes, nationales et internationales, je considère comme nécessaire que le recours à l'autodétermination soit dès aujourd'hui proclamé. Au nom de la France et de la République, en vertu du pouvoir que m'attribue la constitution de consulter les citoyens, pourvu que Dieu me prête vie et que le peuple m'écoute, je m'engage à demander, d'une part, aux Algériens, dans leurs douze départements, ce qu'ils veulent être en définitive, et, d'autre part, à tous les Français d'entériner ce choix.* » Dès octobre 1958, il offre au Front de libération nationale algérien (FLN) la « paix des braves », avec pour seule condition de laisser le « couteau

au vestiaire»<sup>3</sup>. Pourtant, les coups portés par l'armée française aux combattants algériens redoublent de violence en 1959. Les katibas, unités de l'Armée de libération nationale (ALN), des *willayas* ou zones de la Kabylie et des Aurès sont brisées. Plus de deux millions de paysans algériens sont déplacés. Si «*l'Algérie de papa est morte*»<sup>4</sup>, la guerre, elle, ne l'est pas.

### LE SAHARA AU CŒUR DE LA GUERRE

La France a cherché, dès décembre 1956, à faire du Sahara une entité juridiquement autonome de l'Algérie. Cela avait un avantage de taille : si l'Algérie devenait indépendante, le Sahara – base arrière militaire et terre pétrolière – pourrait rester sous contrôle français. Félix Houphouët-Boigny, alors ministre d'Etat de Guy Mollet, élaborait un projet, entériné en janvier 1957 par l'Assemblée nationale, créant l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) «*dont l'objet est la mise en valeur, l'expansion économique et la promotion sociale des zones sahariennes de la République française*». En juin 1957, est créé en France un «*ministère du Sahara*». Deux des quatre départements français d'Algérie, les Oasis et la Saoura, sont intégrés à l'OCRS en août 1957. Enfin, en novembre 1958, soit six mois après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, est adopté le code pétrolier saharien. Ce dernier donne à la

France un droit de regard sur l'exploration, comme sur l'exploitation du sous-sol algérien et lui permet d'assurer son contrôle sur la provenance des capitaux engagés. Ce sont ces dispositions qui ont généré les situations de blocage entre la France et le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), créé dès 1958 sous la tutelle du FLN. Ces dispositions levées, même très partiellement, un accord de paix devenait possible. Pour preuve, le 5 septembre 1961, le général De Gaulle annonçait que le Sahara faisait désormais partie intégrante du territoire algérien, et à peine six mois plus tard, le 18 mars 1962, les accords de paix étaient signés.

### UNE INDÉPENDANCE AU GOÛT AMER

Si De Gaulle a retardé ainsi la reconnaissance de l'indépendance, c'est qu'entre 1958 et 1962 ont été créées les conditions pour que la France puisse se retirer d'Algérie en conservant des avantages exorbitants. Si à Evian, l'Algérie devient le propriétaire des richesses pétrolières, c'est la France qui possède le réel pouvoir de gestion de celles-ci, le code pétrolier saharien étant maintenu. En 1960, le FLN a déjà gagné la bataille politique contre la France, mais il n'a pas les moyens d'imposer l'indépendance militairement. Certes, les leaders algériens Ferhat Abbas et Lakhdar Bentobal, après

avoir parcouru le monde, ont trouvé des appuis au FLN. En France, les organisations de gauche commencent aussi à affirmer leur soutien à la «*cause algérienne*». Mais la faiblesse militaire du FLN lui commande de faire des concessions à la France, dès lors qu'elle reconnaît l'intégrité du territoire algérien.

Au-delà de la reconnaissance essentielle pour l'Algérie de son statut de nation indépendante, les accords d'Evian sont très favorables à la France. Ils confirment «*l'intégralité des droits attachés aux titres miniers et de transport accordés par la République française, en application du code pétrolier saharien*». Une fois garanti le «*droit du concessionnaire et de ses associés (...) de vendre et de disposer librement de leur production*», c'est l'approvisionnement de la France en pétrole qui l'est. L'exploitation des hydrocarbures ne peut devenir plus onéreuse en raison de la fiscalité qui lui est appliquée. Pendant six années, sur des offres égales, l'Algérie doit favoriser les sociétés françaises. Enfin, les compagnies françaises ont un droit de propriété du sol et du sous-sol dès lors qu'elles ont une concession. En somme, la manne pétrolière algérienne reste largement aux mains des Français.

Le conflit, d'après les historiens, aurait fait 500 000 morts, très majoritairement Algériens. Alors que son issue était inéluctable, la guerre a perduré des années durant. A la suite de l'Indochine, elle a fait de l'armée française une école reconnue pour l'usage de la torture<sup>5</sup>. Quant à la société algérienne, elle est sortie de cette guerre d'indépendance exsangue, et dominée par l'armée. Mais pour la bourgeoisie française l'essentiel était préservé : elle pouvait se retirer d'Algérie, ses intérêts y étant durablement sauvegardés. □

De Gaulle annonce le référendum sur les accords d'Evian. DR.



1. C'est ainsi que l'on évoquait alors la torture pratiquée par l'armée française, dévoilée dès 1955 par François Mauriac dans son article «*la question*» pour l'Express. L'usage de la torture sera de notoriété publique, malgré la censure, à partir de 1958 et du témoignage du militant communiste Henri Alleg.  
2. Histoire secrète du pétrole algérien, Hocine Malti, La Découverte, 2012.  
3. Histoire de la guerre d'Algérie, Benjamin Stora, La Découverte, 2011.  
4. De Gaulle, avril 1959.  
5. Escadrons de la mort : une école française, Marie-Monique Robin, La Découverte, 2004.

# « En Algérie, violence et pouvoir »

*Pour Mohamed Harbi, ancien membre du Front de libération national (FLN) et historien de la révolution algérienne, les aspirations sociales dont elle était porteuse ont succombé sous le poids conjugué de la violence héritée de la guerre et de la faiblesse du mouvement ouvrier.*

**En quoi les violences de la guerre d'indépendance – imposées par l'armée française ou liées aux luttes fratricides au sein du mouvement national algérien – ont-elles marqué la société algérienne ?**

Ces dernières années, la violence est devenue le thème favori des intellectuels bien pensant. Il s'agit pour eux de s'appuyer sur la faillite des indépendances en Afrique, et sur les atrocités qui s'y commettent chaque jour, pour entreprendre un sauvetage de l'entreprise coloniale. Il y a donc nécessité pour nous, militants socialistes, d'aborder ce thème. Pour tous les révolutionnaires algériens, la violence a d'abord été l'instrument d'un combat politique visant à l'indépendance. C'était une contre-violence, une réponse à une agression militaire, cause d'une grande souffrance.

Le second type de violence que vous évoquez – celui de la guerre civile entre le Mouvement national algérien (MNA) et le Front de libération national (FLN) – renvoie à l'histoire du nationalisme algérien, et plus précisément à l'histoire du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), dont sont issues ces deux organisations. La singularité historique de leur concurrence meurtrière s'inscrit dans la lutte pour la formation d'un Etat-nation. En Algérie, violence et pouvoir ont marché ensemble. Cela ne s'est pas passé partout ainsi. Mais si, comme dans le cas algérien, les mouvements nationalistes ne parviennent pas à surmonter leurs divisions pour des raisons politiques, ou sociales, la guerre civile devient inévitable.

Cela prouve que l'absence d'une tradition nationale, incorporée dans des institu-

tions précoloniales comme par exemple en Tunisie et au Maroc – où l'Etat n'a pas été détruit et le tissu social déchiré en profondeur –, a fortement marqué le nationalisme algérien. Construire une autorité politique capable de jouer un rôle central, appuyée sur la force des armes, aura coûté cher en vies humaines et en ressources. Mais il n'y a pas eu que la guerre entre le FLN et le MNA. Il y a aussi eu des conflits entre le FLN et certaines communautés rurales. Tous ces conflits tournaient autour de la question de la légitimité du pouvoir et des bénéficiaires qui en étaient escomptés. La question est toujours à l'ordre du jour. Mais plus un pouvoir est légitimé par la violence, plus celle-ci est visible et cruelle. Plus elle dure dans le temps, et plus s'enracine une psychologie sociale violente, un mépris du droit et de la vie humaine. C'est le drame de l'Algérie. L'éradication de comportements archaïques et brutaux a connu de fortes limites, car la pesanteur des héritages sociaux et surtout culturels les a aggravés.

**Comment les aspirations sociales portées par la révolution algérienne se sont-elles exprimées dans les premières années post-indépendance ?**

Pour comprendre les tendances à l'œuvre dans la société, il faut savoir que l'exode massif des Européens, maîtres de l'économie et du pouvoir, a donné aux Algériens une opportunité de prendre en main, dans un grand désordre, les biens laissés vacants. Dans la course à la succession pour ces biens, ce ne sont pas les ouvriers qui se sont manifestés les premiers, mais les résistants de l'intérieur, regroupés en factions et issus des classes populaires, et les nantis, possesseurs d'un capital et capables de racheter les biens des Européens. Ici et là, une modification importante est intervenue dans le monde du travail : dans les fermes coloniales, les ouvriers traités de collaborateurs ont été chassés au profit de nouveaux occupants.

Ayant réussi à résorber superficiellement l'implosion du FLN à son profit, Ben Bella, appuyé sur l'armée, s'est emparé de mots d'ordre radicaux, lancés par des petits groupes de sensibilité socialisante, et a décrété l'annulation des contrats et conventions passées entre Européens et Algériens nantis. En riposte aux spéculations, il s'est

placé aux côtés des travailleurs. En leur laissant les moyens de production, il a décidé, sur les conseils de Michel Raptis, de donner aux comités de gestion, qui existaient déjà, un statut définitif avec les décrets de mars 1963. Ainsi naquit l'autogestion. Une précision s'impose : le FLN n'existait plus en tant que mouvement politique. Il n'en restait qu'un certain nombre de tendances politiques et militaires s'en réclamant. Les choix des uns et des autres sont intervenus dans un contexte de surenchères nationalistes, chacun cherchant d'abord à se légitimer. La mobilisation populaire, commencée en octobre avec la campagne des labours, fut relancée. Elle a suivi, plus qu'elle n'a précédé, les décisions gouvernementales.

Les premiers mois de l'expérience autogestionnaire se sont heurtés à de multiples obstacles : opposition de l'appareil d'Etat, tentatives de déstabilisation par des factions issues du FLN, des willayas ou des nouveaux partis, comme le Front des forces socialistes (FFS) créé par Aït Ahmed ou le Parti de la révolution socialiste (PRS) créé par Boudiaf, etc. Mais ce sont l'échec des premières tentatives de commercialisation des produits agricoles, l'absence de financement et les frictions entre les autogestionnaires et leurs ministères de tutelle (Agriculture, Industrie) – ces derniers ayant le pas sur le Bureau national d'animation des secteurs socialistes – qui vont marquer le début du reflux de cette expérience. En une année, on assiste au mécontentement des petits fellahs<sup>1</sup> et des anciens djounouds<sup>2</sup>.

On a pu calculer que 75 à 80% des coûts de production étaient constitués par les salaires. Au lieu de lancer la réforme agraire et de réaliser l'alliance entre ouvriers du secteur socialiste et petits paysans, l'Etat a ouvert la porte des comités de gestion aux saisonniers. La distinction entre eux et les ouvriers permanents est devenue explosive. Face à cette situation, Ben Bella a louvoyé et, dans ces discours, idéalisé l'expérience en cours. Il a par ailleurs fait la part belle à un entourage qui se situait du côté des forces qui brandissaient l'islam contre les militants socialistes. Ce ne sont donc pas l'absence de stratégie révolutionnaire ou

1. Travailleurs agricoles.  
2. Soldats de l'Armée de libération nationale (ALN).  
3. Décrets sur l'autogestion

# ir ont marché ensemble»

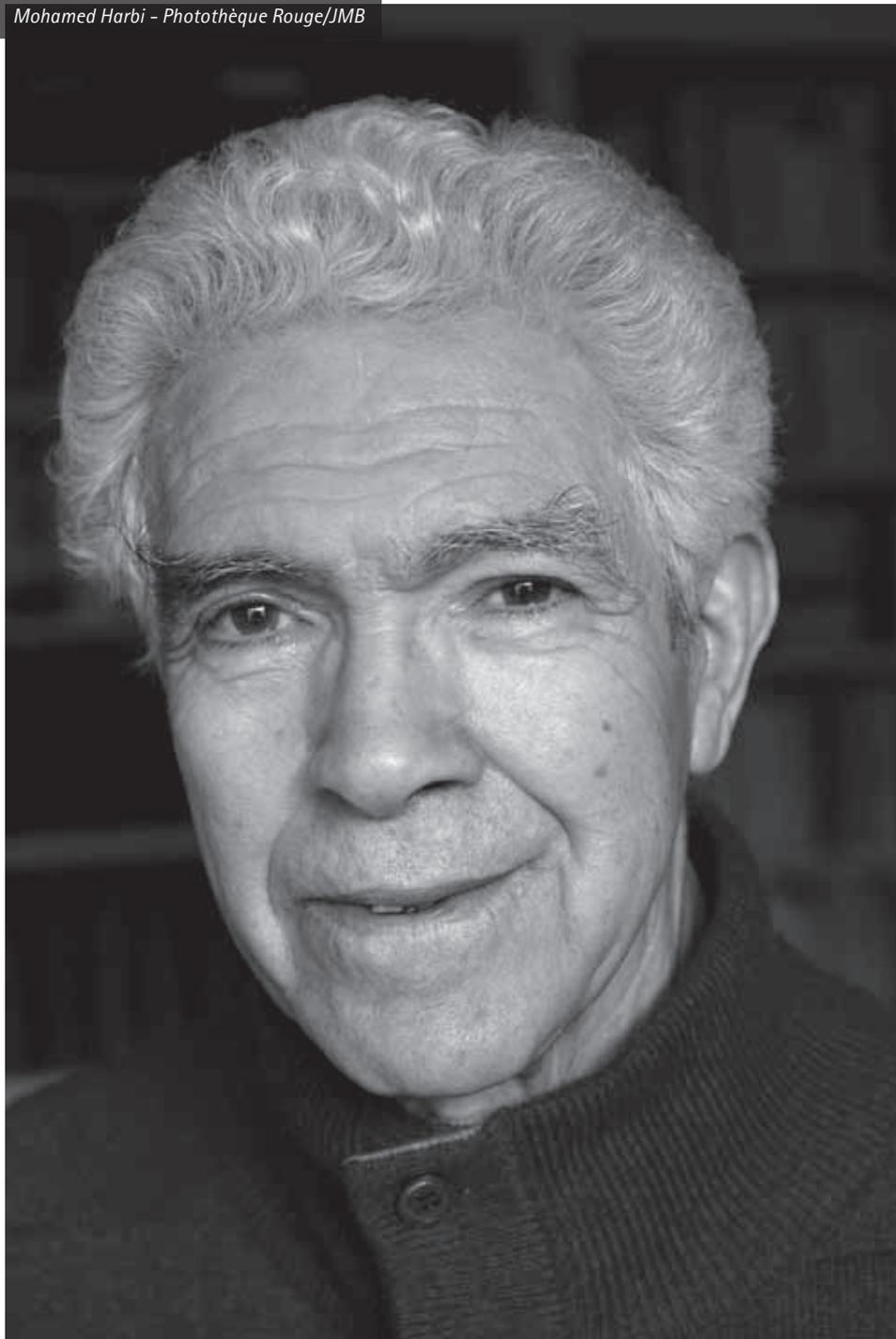
PROPOS RECUEILLIS PAR CATHY BILLARD

la méconnaissance des réalités sociales qui ont porté préjudice aux partisans d'un socialisme autogestionnaire, mais le fait que leur poids dans l'appareil d'Etat était faible. Livrés aux mandataires et aux prédateurs de l'appareil d'Etat, eux-mêmes acquis au libéralisme bourgeois ou à un capitalisme bureaucratique, les travailleurs se sont pro-

gressivement démotivés, désintéressés du destin de l'autogestion. Plus venue d'en haut que d'eux-mêmes, rien dans leur formation, ni dans leur culture ne les y préparait. La guerre, par ailleurs, avait détruit le mouvement ouvrier. Les cadres militants qui auraient pu aider à la poursuite de cette expérience n'étaient plus présents. Le syn-

dicalisme, après s'être divisé en trois organisations – l'Union générale des syndicats algériens (UGSA), ex-CGT et communiste; l'Union syndicale du travailleur algérien (USTA), messaliste, et l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), proche du FLN –, avait sombré sous les coups de la répression. Ce sont les willayas, à dominante rurale, qui ont pris en charge le syndicalisme. Mais les tentatives pour reconstruire le mouvement syndical ont été sabotées par le FLN, qui a dispersé leur congrès et désigné une direction contre leur gré. Le monde ouvrier est alors passé sous les fourches caudines du contrôle étatique. Au sein du FLN, la formation d'une aile gauche n'est intervenue qu'après le congrès d'avril 1964. Elle n'avait ni cohésion, ni orientation claire par rapport au socialisme autogestionnaire. Tout contribuait à l'effacement de cette expérience politique. La voie était libre pour l'étatisation de la société.

Mohamed Harbi - Photothèque Rouge/JMB



**Comment le coup d'Etat de 1965 y a-t-il mis un coup d'arrêt? Quels rapports ce coup d'Etat a-t-il institués entre la société algérienne et le mouvement national?**

Le coup d'Etat a été l'œuvre d'une alliance, dont les chefs de file, le colonel Boumediene et le colonel Zbiri, n'avaient rien en commun, sinon leur appartenance à l'armée. Le colonel Boumediene n'était pas favorable à l'autogestion. Lors de l'examen des décrets de mars 1963<sup>3</sup>, ses représentants à la commission interministérielle avaient posé une condition à leur approbation: le droit pour l'armée de gérer les terres en sa possession sur le mode étatique. Alors que Ben Bella se montrait incapable de choisir clairement les forces sociales sur lesquelles s'appuyer, Boumediene a opté pour la technocratie et la bureaucratie militaro-policière. National-populiste, il a poussé jusqu'au bout la logique autoritaire et l'exigence d'une décolonisation radicale. La modernisation qu'il a initiée est un parfait exemple de « révolution par le haut » dans le cadre d'un capitalisme bureaucratique. Mais pour accéder au pouvoir, il n'a pas dédaigné de s'allier aux forces religieuses, quitte à les brider plus tard. □

# « Pour la génération actuelle, les valeurs nationales sont de l'ordre de l'Histoire »

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHY BILLARD

*Pour Nadir Djermoune, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (PST), le modèle du nationalisme algérien a montré ses limites et il devient urgent, face à la crise, de développer une alternative politique et sociale.*

**Cinquante ans après l'indépendance, que reste-t-il du sentiment national dans la vie politique ?**

C'est dans un contexte d'une double crise du capitalisme mondial que l'Algérie célèbre le 50<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance. A la crise économique des pays capitalistes avancés et dominants, s'ajoute la crise politique des pays du Sud, notamment ceux de la région arabe. Ces conditions créent une situation révolutionnaire. Elles sonnent comme la fin d'un cycle.

Cette situation met à nu les limites historiques des nationalismes qui ont conduit les combats pour l'indépendance, qu'ils soient arabistes laïcisants ou arabo-islamistes. Les régimes issus des indépendances ont été incapables d'achever les tâches de développement social et économique ou encore l'émancipation politique et démocratique des peuples. Le nationalisme algérien fut l'un des plus radicaux, les conditions violentes de la colonisation en sont la matrice. Ses limites sont d'autant plus apparentes.

Ces limites et ces échecs servent aujourd'hui d'argument pour une remise en cause de la justesse de l'Indépendance, acquise au prix d'énormes sacrifices. En effet, les courants capitalistes libéraux, aux relents néocolonialistes, s'en nourrissent pour instaurer un doute et délégitimer les acteurs, les actions, les acquis et jusqu'à l'idée même de l'indépendance. C'est le

sens qu'il faut donner aux campagnes culturelles et politiques de dénigrement des dirigeants nationalistes, partant des contradictions et ambitions personnelles qui ont traversé le mouvement national, ou encore à la mise en accusation permanente et déplacée de la violence du Front de libération national (FLN), en la plaçant en symétrie avec celle de l'Organisation armée secrète (OAS).

**Quelles sont les contradictions économiques de l'Algérie, un des seuls États créditeurs du FMI où néanmoins les problèmes de logement et de chômage provoquent quotidiennement des soulèvements populaires ?**

Ces contradictions relèvent plus des limites du nationalisme des classes possédantes, que l'on peut qualifier dans le cas de l'Algérie de bureaucratie bourgeoise, que d'une tare ou d'une erreur historique. Sur le plan social, culturel, éducatif ou infrastructurel, les acquis sont réels et tangibles.

Mais le regard des Algériens est plus tourné vers les contradictions d'aujourd'hui et leur devenir, que vers les « erreurs » des générations passées. Et sur ce plan, il y a un gâchis énorme et un décalage entre les potentialités, tant matérielles qu'humaines que recèle l'Algérie, et le niveau de développement, à la limite du dérisoire, que le pays a atteint. L'explication se situe au niveau politique, dans une gestion bureaucratique mais surtout une corruption socialisée qui fait système.

L'Algérie dépense deux fois plus pour avoir deux fois moins de résultats que des pays ayant un niveau de développement similaire. Ce débat à peine effleuré au niveau politique cache mal les contradictions sociales qui traversent la société : un taux de chômage alarmant touchant essentiellement les jeunes et notamment les diplômés ; des échanges informels à hau-

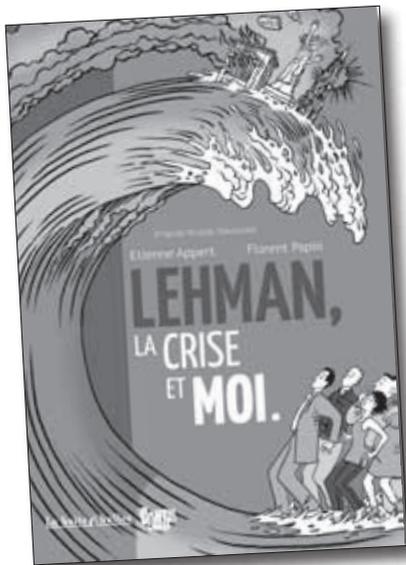
teur de 65% dans le secteur des produits de première nécessité ; une masse monétaire importante en circulation jouant à court terme un rôle de soupape de sécurité à un développement incertain.

**Comment ces contradictions trouvent-elles une expression politique ?**

Le sentiment national est malmené. La réponse se construit malheureusement sur des symboles creux, des images abstraites de faits historiques ou... l'équipe nationale de football, qui nourrissent plus le chauvinisme qu'un nationalisme progressiste. Pour la génération actuelle, les valeurs nationales sont de l'ordre de l'Histoire, elles quittent le terrain de la mémoire collective.

Mais au-delà du nationalisme et de ses limites, la situation politique se caractérise par deux facteurs contradictoires. D'un côté, nous vivons un mouvement populaire véhément, agressif et offensif sur le plan social, mais éclaté et défensif sur le plan politique. D'un autre côté, il y a les tentatives et les capacités du pouvoir à désamorcer ce mécontentement.

Si les Algériens se doivent de se réapproprier le combat qui les a libérés du joug colonial, ils se doivent surtout, devant les menaces économiques libérales internes et les relents néocoloniaux externes, de dépasser la simple commémoration d'un fait d'histoire. La réappropriation d'un combat libérateur se conjugue dans l'immédiat avec la construction d'une alternative politique démocratique et économiquement sociale et antilibérale. □



## LES AFFRES D'UN PETIT ENTREPRENEUR FACE À LA CRISE

PAR HENRI CLÉMENT

**Lehman, la crise et moi, Etienne Appert, Florent Papin, coll. Contre-Cœur, La boîte à bulles, 2012, 96 pages, 16 euros.**

**C**ette bande dessinée d'actualité est une adaptation d'un ouvrage écrit par Nicolas Doucerain, intitulé *Ma petite entreprise a connu la crise*<sup>1</sup>. On y suit les tribulations d'un jeune chef d'entreprise aux prises avec les conséquences de la crise des subprimes. Cet homme dynamique, parti d'une petite structure familiale, a hissé son cabinet de recrutement parmi les leaders de son secteur. Son univers mental est un condensé de toutes les représentations patronales : esprit d'entreprise, volontarisme, dynamisme, prise de risques... La présentation de son parcours, dans lequel la réussite entrepreneuriale fait suite à l'échec scolaire, est un parfait résumé de toute cette logique. Mais la dynamique vient se briser sur les récifs de la spéculation financière. Les contrats sont gelés les uns après les autres, la trésorerie fond comme neige au soleil, les licenciements succèdent aux compressions de personnel. Le point de vue est certes unilatéral et s'attache à un secteur très particulier, celui des cabinets de conseil en ressources humaines, c'est-à-dire des outils dont l'objectif principal est d'améliorer la productivité des travailleurs<sup>2</sup>. Cependant, dans le même mouvement, l'ouvrage nous permet de sentir, de l'intérieur,

comment des hommes et des femmes qui sont des rouages de l'encadrement capitaliste du travail, vivent, perçoivent et

subissent une crise économique de cette ampleur. On y perçoit les fractures, les oppositions aux banques par exemple, la remise en cause des financiers... Des remises en cause somme toute provisoires, qui durent le temps de la crise et disparaissent avec le retour des bénéfiques. Les choix graphiques, par l'utilisation d'un trait « naïf », rendent cette atmosphère palpable : une atmosphère dans laquelle l'essentiel est d'éviter une remise en cause du système capitaliste.

Tous ces aspects donnent un véritable intérêt à la lecture de cette bande dessinée. ●

1. Ma petite entreprise a connu la crise, Nicolas Doucerain, François Bourin éditeur, 2012.  
2. Sur le rôle des cabinets de conseil dans la lutte contre le syndicalisme, on ne peut que recommander la lecture du n°50 de la revue Agone, intitulé Domestiquer et réprimer : stratégies patronales.

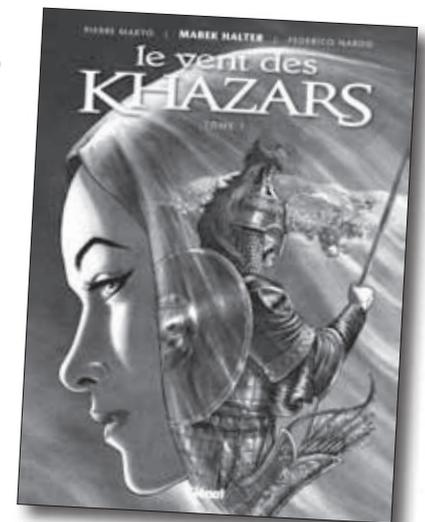
## L'HISTOIRE DES KHAZARS, CONVERTIS AU JUDAÏSME

PAR HENRI CLÉMENT

**V**oici une bande dessinée qui vient éclairer de façon divertissante l'une des controverses majeures liées aux principes fondateurs de l'idéologie sioniste. Basée sur le roman éponyme de Marek Halter, elle s'attache en particulier à relater un épisode de l'histoire du royaume khazar, dont les dirigeants se sont convertis au judaïsme aux alentours du VII<sup>e</sup> siècle et ont développé une civilisation florissante, à la frontière du grand empire byzantin. Ce phénomène de conversion au judaïsme vient contredire l'idée d'une unique diaspora juive et donc d'un peuple unique, issu d'une même origine et donc d'une même terre, celle d'Israël<sup>1</sup>. Le scénario de ce premier volume est construit autour de trois axes : les enjeux politiques à la cour du khagan Joseph, aux prises avec les ambitions

**Le Vent des Khazars, tome 1, Makyo et Frederico Nardo, coll. Grafica, Glénat, 2012, 72 pages, 14,95 euros**

byzantines ; la quête d'Isaac Ben Eliezer, envoyé par un rabbin de Cordoue pour prendre contact avec le khagan ; les recherches d'un écrivain de nos jours, confronté à un énigmatique groupe terroriste khazar. Cette dernière partie, qui s'efforce d'aborder les aspects géopolitiques contemporains en lien avec les enjeux pétroliers, est en fait la moins convaincante. Mais cette faiblesse est très largement compensée par l'attrait qu'exercent cette civilisation méconnue et la façon dont le scénario nous la fait peu à peu découvrir. Le dessin, très classique, sert parfaitement cette intrigue historique et la



très belle figure de la princesse Attex, sœur du khagan, qui se retrouvera sans aucun doute au cœur des drames qui se joueront dans le second volume. ●

1. Sur cette discussion, on se reportera utilement à l'ouvrage de Shlomo Sand, Comment le peuple juif fut inventé, Fayard, 2009.

**Dans son dernier livre, Isaac Joshua revisite les scénarios proposés par Marx et Engels concernant la révolution et ses lendemains. Il en pointe les zones d'ombre pour tenter de les combler, et ainsi réaffirmer l'actualité du projet communiste.**

« **D**u passé faisons table rase, nous ne sommes rien, soyons tout » : le dernier livre d'Isaac Joshua peut être vu comme une réflexion autour de ces deux vers de l'Internationale. Comment en effet, le prolétariat qui ne détient aucune position de pouvoir dans la société capitaliste peut-il s'ériger en classe dominante et réaliser l'espérance socialiste : une société libérée de l'exploitation et de l'aliénation et qui permette l'épanouissement des potentialités humaines, collectives et individuelles ? Dans *La révolution selon Karl Marx*, Joshua apporte sa contribution à l'analyse de l'échec des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle : il refuse de s'en tenir à des explications fondées sur les circonstances, les erreurs et les défaites. Pour lui, il importe de cerner les failles dans les apports des fondateurs du marxisme. Pour les surmonter et non renoncer au projet d'émancipation. Dans la mesure où les questions posées par l'auteur sont toutes importantes, il est nécessaire de reprendre sa démarche pas à pas.

La question des conditions de la révolution renvoie d'abord à la contradiction entre forces productives et rapports de production. Joshua souligne qu'à son avis, les forces productives n'ont pas la puissance propulsive que leur assigne Marx dans la préface souvent citée à la *Critique de l'économie politique* : « A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction

# RÉFLEXIONS SUR LE PROC

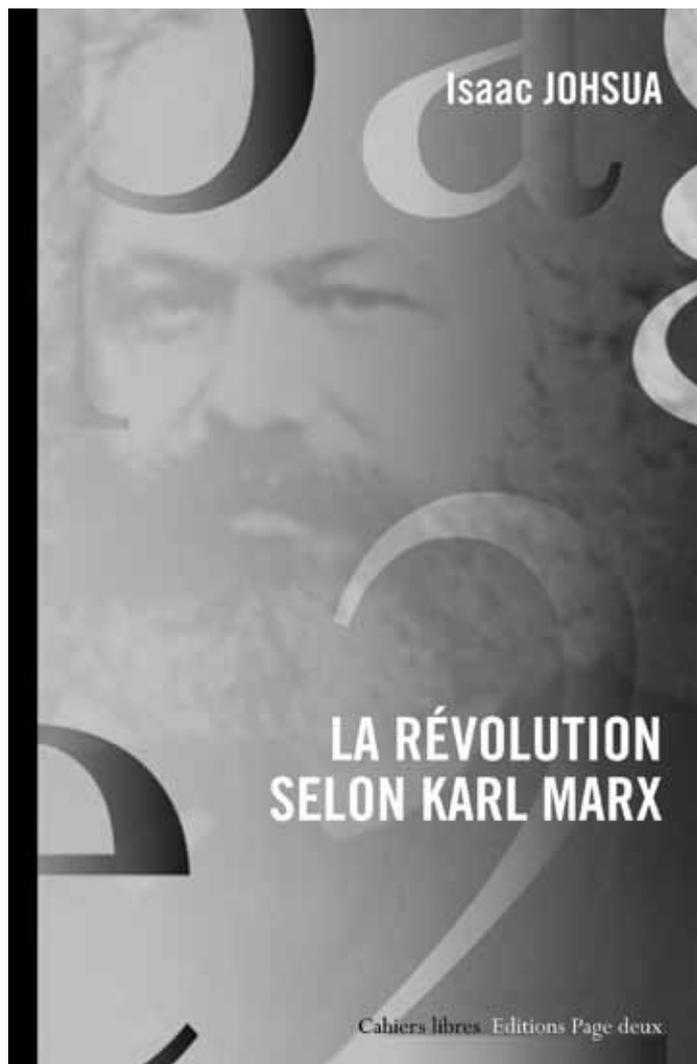
avec les rapports de production existants [...]. Alors s'ouvre une période de révolution sociale ». En effet, les forces productives ne se développent pas indépendamment des rapports sociaux, donc des rapports de production. Joshua rappelle que, dans leur œuvre, Marx et Engels mettent d'ailleurs l'accent selon les moments sur le primat des forces productives ou sur celui de la lutte des classes. Le système capitaliste crée bien les conditions de son dépassement

– état des forces productives, contradiction entre le caractère social de la production et la nature privée de la propriété –, le socialisme est certainement possible, mais il n'est en rien fatal.

## LE DÉFI DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Deuxième question abordée : le prolétariat est-il en mesure d'assurer le rôle historique qui lui est assigné ? La révolution prolétarienne a un caractère

sans précédent. Certes, les opprimés ont toujours lutté, mais aucune des classes évoquées au début du *Manifeste du parti communiste* – esclaves, plébéiens, serfs, compagnons – n'a créé de sociétés nouvelles, en dehors d'expériences isolées et très temporaires. La révolution prolétarienne commence là où s'achève la révolution bourgeoise : par la prise du pouvoir. Cela la rend incomparablement plus ardue. Qu'est-ce qui garantit en effet la capacité du prolétariat à s'emparer du pouvoir et à créer une société libérée de toute oppression ? Joshua passe en revue différents éléments de réponse apportée par les auteurs marxistes et fournit les siens. Il esquisse l'hypothèse d'un « effondrement de la bourgeoisie au moins autant sous l'effet de ses contradictions internes que sous les coups de boutoir du prolétariat ». Pour la justifier, il souligne que le mode de développement capitaliste est indissociable de prélèvements massifs sur son environnement, dont on commence à percevoir les limites. Il n'y a cependant aucune fatalité : pour qu'une issue positive intervienne, il faut un sujet révolutionnaire et celui-ci ne peut être que le prolétariat. Dans ce cadre, l'élaboration programmatique est essentielle afin de dresser une alternative civilisationnelle au capitalisme pourrissant. Enfin, une formule concentre à la fois un constat et une exigence : « Les masses se battent pour leurs besoins immédiats et les raisons directes de la rupture révolutionnaire ne seront probablement pas socialistes. Mais il faudra que, le moment venu, le choix du



**La révolution selon Karl Marx, Isaac Joshua, Cahiers libres, Editions Page deux, 2012, 290 pages, 17 Euros.**

# ESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

PAR HENRI WILNO

*socialisme soit clairement posé, validé par les travailleurs et non importé en contrebande.*»

Dans un chapitre intitulé « Marx et Engels et l'escamotage de la politique », Joshua développe le rapport entre la pensée de Marx et d'Engels et ce qu'ils ont caractérisé comme relevant de l'utopisme : la pensée des divers faiseurs de systèmes socialistes et communistes qui les ont précédé. Il en souligne la parenté et note que, dans la cité nouvelle, y compris chez Marx, il n'y a guère de place pour la délibération politique, alors qu'il est certain que perdureront des contradictions de diverses natures non réductibles à l'opposition entre révolution et contre-révolution.

## QUEL POUVOIR POUR LES TRAVAILLEURS ?

Le chapitre suivant s'attaque à la question du socialisme comme système économique. La remise en cause de la propriété privée, condition nécessaire – notamment pour les principaux groupes économiques –, ne se confond pas forcément avec une véritable appropriation sociale. C'est le cas des entreprises nationalisées mais aussi des entreprises autogérées, dans la mesure où celles-ci entretiendraient des rapports marchands. Au-delà des formes de propriété, la question essentielle est « de savoir, du social ou du privé, lequel de ces deux termes est prépondérant dans la dynamique de la société ». Si dans une économie planifiée, les rapports marchands peuvent être contenus, subordonnés au respect des impératifs déterminés par la société, ils ne sont pas abolis : « La véritable

opposition n'est pas marché/plan, mais marché/pouvoir des travailleurs. » Joshua reproche à certaines formulations de Marx d'avoir ouvert la porte à une confusion des moyens – la suppression de la propriété privée des grands moyens de production, la conquête du pouvoir politique – et du but : la création d'une société d'« hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social », décrite dans *Le Capital*. Pour l'auteur, Marx a escamoté « la politique des lendemains révolutionnaires ». Joshua s'attaque ensuite à la question de l'Etat. Il reprend l'analyse marxiste traditionnelle sur l'Etat bourgeois comme instrument de domination, écarte dans la foulée toutes les illusions sur l'économie de la rupture et affirme qu'« on ne peut écarter purement et simplement la voie violente » tout en signalant les risques<sup>1</sup>. Ceci posé, l'auteur critique les formules de Lénine dans *L'Etat et la révolution*, notamment celles relatives à la dictature du prolétariat, auxquelles il reproche d'éluider ce qui était essentiel pour Marx : « L'exercice d'une démocratie ouverte à l'immense masse des exploités et des opprimés et, pour y parvenir, la mise en œuvre des formes de cette démocratie proches de leurs conditions de travail et de vie. » Les formes du pouvoir des travailleurs ont une importance majeure, ce qui justifie l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. Après le renversement de la bourgeoisie, de nouvelles institutions sont nécessaires, avec des organes de pouvoir au plus près des lieux d'existence effectifs de la population et des délégués

révocables. Mais ces institutions restent de nature étatique, car les questions qui se posent à la nouvelle société ne peuvent se ramener à une gestion technique. Il reste une sphère politique. Contrairement aux formulations traditionnelles, un Etat subsiste, d'un type nouveau, « allégé ».

## LE COMMUNISME, HORIZON ET RÉALITÉ

Pour finir, Joshua aborde la question du communisme. Ce n'est pas une utopie sans fondement : dans la société actuelle, on trouve des éléments de solidarité et de fonctionnement fondés sur le désintéressement, des « îlots » qui montrent la possibilité d'un autre monde. Il revient assez longuement sur la motivation au travail, débat central dans les premières années de la révolution cubaine, et insiste sur la multiplicité des facteurs qui interviennent : le socialisme devra à la fois libérer le travail et libérer du travail, par exemple en réduisant la durée. Joshua insiste donc sur le maintien du projet communiste même si un inventaire s'impose, notamment pour ce qui est du « à chacun selon ses besoins ». Il ne s'agit ni d'une terre promise, ni d'une fin de l'Histoire. C'est un horizon mais aussi une réalité qui se concrétise progressivement sous le socialisme. Dans cet esprit, il avance qu'il ne faut pas, à l'instar de Marx, distinguer « deux phases, socialiste, puis communiste, mais une seule, socialiste avec des pans de communisme appelés à s'élargir ».

Le livre d'Isaac Joshua n'aborde pratiquement pas la dimension politique de la lutte anticapitaliste, et notamment la

question de l'unification du prolétariat au-delà de ses disparités. Ce n'était sans doute pas son objet. Néanmoins, cet ouvrage stimulant, foisonnant, à la fois instructif et fastidieux dans ses développements sur les socialistes utopiques, apporte une contribution très utile dans cette phase de refondation de l'espérance, où il importe de ne pas se contenter de ressasser les classiques ou de se limiter à des considérations sur l'inhumanité du monde environnant, insuffisantes pour fonder la crédibilité d'un projet socialiste. ●

<sup>1</sup> Sur ce point précis, on peut reprocher à Isaac Joshua des développements un peu rapides couronnés par une citation de Daniel Bensaid détachée de son contexte.

*Le NPA a tenu son 2<sup>e</sup> congrès du 1<sup>er</sup> au 3 février 2013 à Saint-Denis, en présence de nombreuses délégations internationales d'organisations anticapitalistes et françaises d'autres formations de gauche. Les 232 délégués ont délibéré successivement du bilan d'activité, de la situation internationale et européenne, de la situation et des tâches auxquelles nous sommes confrontés en France, du projet du NPA, de son intervention féministe, de propositions sur le fonctionnement interne. Plusieurs résolutions et motions ont été adoptées, fixant le cadre général de l'activité du NPA et modifiant certains points des statuts. Au cours du débat préparatoire, quatre plateformes – désignées par des lettres de l'alphabet – s'étaient formées pour l'élection des délégués. Dans le vote du congrès déterminant l'élection à la proportionnelle du nouveau Comité politique national, elles ont obtenu respectivement 8,22 % (plateforme W), 50,64 % (plateforme X), 32,03 % (plateforme Y) et 9,09 % (plateforme Z) des voix. Nous leur donnons ici la parole afin de tirer le bilan de ce congrès.*

TEAN La Revue

**C**e deuxième congrès du NPA nous laisse des impressions mêlées, espoir que les choses sont en train de changer, amertume devant les conservatismes toujours à l'œuvre. Même si nous savions que les choses ne se jouaient pas seulement « au sommet », nous étions arrivé.e.s au congrès avec une urgence à faire entendre. Celle d'une refondation radicale de l'outil-NPA, qui donne enfin vie à son projet fondateur – et avec lui, à de nouvelles façons de faire, de militer, de penser la politique. Elle ne nous semble pas toujours avoir été entendue, et à la fin de ce congrès, des camarades qui s'étaient retrouvé.e.s sur ces perspectives continuent de quitter le navire.

Un bilan de ce congrès est d'ailleurs la baisse, maintenant chiffrée, du nombre de militant.e.s, parmi lequel.le.s on compte encore moins de votant.e.s : plus de 800 militant.e.s n'ont pas pris la peine de voter, ne se sentant probablement pas concerné.e.s, ni assez impliqué.e.s dans les débats. D'ailleurs, beaucoup de celles et ceux qui se sont prêté.e.s au jeu l'ont fait sans enthousiasme et, si une courte majorité a pu se dégager, on peut plus y voir un vote utile pour dépasser deux ans de blocage du parti qu'une volonté d'affirmer une orientation politique pleinement satisfaisante.

## LE FONCTIONNEMENT, ENCORE ET TOUJOURS UNE QUESTION POLITIQUE

C'est là que les avancées sont sans doute les plus notables. Certes le fonctionnement ne se résume pas à la question des statuts et il y a mille limites aux amendements votés. Certes, il reste beaucoup à faire et à pérenniser dans la pratique. Mais même ces petits changements n'étaient pas gagnés ! D'après nous, le processus de réflexion lui-même a montré que l'on pouvait avancer hors des habitudes hiérarchisées, et faire progresser collectivement le parti. L'idée que le fonctionnement est politique semble avoir fait son chemin. Du congrès ressortent ainsi plusieurs avancées concrètes, qui, mises bout-à-bout, sont, on l'espère, plus qu'un simple « toilettage » des statuts :

- CPN réduit, rôle accru des AG locales dans son élection ;
- Liens entre comité et CPN renforcés, réunion nationale des comités ;
- Suppléance, rotation ;
- Dissolution des plateformes après le congrès.

Il faut le souligner, la rotation des mandats s'est révélée la bataille la plus diffi-

PLATE

# Un pari ra toutes et

cile, vu les tactiques de blocage de la tribune, lesquelles ont fini par entraîner une expression de ras-le-bol de la salle, démontrant à quel point le fonctionnement peut soulever de réels enjeux. Pour nous, il est clair que quatre mandats successifs, c'est trop. Il est clair aussi que la rotation n'est pas à elle seule une garantie de véritable renouvellement. Il n'empêche, cela entraînera sans doute à terme des habitudes nouvelles.

## « MOINS BIEN QUE DEMAIN... »

Notre délégation W, plurielle, hétérogène et hétérodoxe, a essayé de défendre avec honnêteté les votes des AG locales. Pas facile, dans un congrès comme celui-là ! Comme les précédents, il a eu ses raideurs, ses plantages, ses règles du jeu difficiles à comprendre, ses manœuvres, ses pressions de couloirs... Minoritaires, nous avons dû nous plier à des règles qui nous paraissaient néfastes : le rythme est à peine tenable, tout se décide dans l'urgence, entre deux portes et deux sandwiches. Pas vraiment de place pour les discussions sereines, l'élaboration en commun et les échanges politiques fructueux.

Ce qui a émergé, c'est tout de même un sentiment, cette fois, de n'avoir pas seulement subi, mais d'avoir aussi agi, et interagi.

Il faut le dire, nous nous sommes heurté.e.s à des problèmes de démocratie encore lourds : réunions et commissions parallèles au congrès, dans des salles à part, au même moment que les débats. De cette manière de fonctionner, il ressort pour nous l'impression que les véritables enjeux du congrès se jouent « en coulisse », dans des réunions en petits effectifs où se discutent notamment les textes – les plénières n'étant en vérité qu'un théâtre, et les débats une cérémonie préparée entre tendances au prorata de leurs voix.

Cette absence de réel débat n'a rien d'étonnant : dès l'ouverture du processus, il man-

FORME W

**isonné:****tous, se réapproprier le NPA!**

quait la volonté d'aboutir à des textes communs. Ce n'est sûrement pas dans les trois derniers jours, avec des délégué.e.s souvent aligné.e.s sur des plateformes-tendances, qu'un débat sérieux pouvait s'engager. Des questions cruciales pour le parti ont pu être instrumentalisées par des modes de fonctionnement surannés, à la tribune comme «en coulisse». Pour exemple, le texte «Construire ensemble...» initié par des camarades X et Y, démarche transversale selon nous pleine de possibilités, écrasée par la discipline de vote.

Et le constat est là : ni bilan, ni projet, ni déclaration, ni même orientation; aucun texte commun n'est sorti du congrès. L'échec des tendances à rassembler signe leur incapacité à unifier le parti, à dessiner une orientation qui renforce les convergences et laisse en débat ce qui fait clivage.

Nous avons essayé tant que nous l'avons pu de proposer une démarche collective et transversale aux autres plateformes, afin d'aboutir à un texte commun. Devant les blocages sur la rédaction d'un appel, nous avons pensé qu'il serait constructif de proposer que tout le parti puisse au moins se rassembler sur des tâches et des priorités de luttes concrètes, et sur la réaffirmation de ce qui nous relie encore les un.e.s aux autres, au-delà des clivages et des logiques identitaires.

Le texte qui a finalement abouti, «Perspectives de construction» est certes limité. Il se veut, sinon une feuille de route, au moins la boussole commune que le parti a accepté de se donner à l'issue de ce congrès. Il appartient à tout le parti, et tou.te.s ses militant.e.s peuvent se l'approprier pour avancer en commun: identifier et appuyer les luttes cruciales de la période, favoriser leur inter-sectionnalité; préparer la réunion nationale des comités afin d'en faire un moment clé de l'année pour tout notre parti. Nous avons aussi voté (à une courte majorité...) de questionner notre participation systématique aux

élections, et là-dessus nous allons insister : le débat sur cette question doit avoir lieu. Il faut cesser de dépenser toute notre énergie, notre intelligence et notre savoir-faire sur la question de notre positionnement par rapport au Front de gauche.

**EXPÉRIMENTER MAINTENANT L'APRÈS CONGRÈS**

Il n'y a aujourd'hui plus de «plateforme W». Dans l'immédiat, la liste mail «plateformeovni» qui avait servi à son élaboration commune, va continuer ses explorations, en prenant tout le temps nécessaire. C'est un laboratoire et un espace ouvert à tou.te.s les militant.e.s qui veulent s'emparer de la (re)construction du NPA, pour qu'il naisse enfin, et surprenne. Il est important pour nous de conserver ce réseau, tout en construisant d'autres espaces d'expérimentation dans le parti, ouverts à toutes les sensibilités.

Les élu.e.s au CPN de cette plateforme qui n'existe déjà plus se trouvent dans une situation inédite. Libres de leurs autres choix politiques, ils portent une démarche transversale qui se veut émancipatrice. Une autre page s'ouvre, dans laquelle nous aurons besoin des un.e.s et des autres pour éviter nos pièges internes et externes, et mettre en place des outils collaboratifs :

- de construction du NPA (commission, réunions des comités, formations, articles),
- d'échanges de pratiques (accueil des militants, communication non-violente, alter-animation...),
- d'élaboration du projet de société que nous voulons (un wikUtopia?)

La reconstruction du parti, les débats sur le «projet» et l'«identité» du NPA sont encore devant nous, nous devons les mener. Pour cela il faut d'abord essayer de faire en commun un parti pluriel, qui, dans l'action, les luttes et leur convergence, crée du politique. Essayer de ne pas se

laisser diviser par des formulations et trouver des solutions ensemble. Pour que notre parti retrouve enfin sa place dans le militantisme à la base, dans le mouvement, et se mette à élaborer politiquement par en bas.

Nous ne tirons pas notre orientation politique du marc de café. Autrement dit, nos hypothèses ne se testent qu'en relation au mouvement des masses, ses articulations, ses entremêlements où coïncident pragmatisme expérimental et exploration utopique. C'est en ce sens que nous entendons privilégier l'auto-émancipation et l'auto-organisation, promouvoir des pratiques militantes renouvelées, vectrices d'un militantisme joyeux, non sacrificiel, erratique, invitant; réfléchir au tirage au sort comme expérience démocratique; accorder toute leur place aux individualités dans le souci d'une autre logique partidaire, à la fois plus émancipatrice et collective.

Nous ne gardons pas tou.te.s les mêmes impressions de ce congrès. Certains ont été heurté.e.s par les pratiques, le mépris, ou le «parisianisme» à l'œuvre, d'autres au contraire remotivé.e.s par les rencontres et les discussions qui ont quand même pu émerger, et à l'envie manifeste d'une partie des camarades de «faire autrement». Pour certain.e.s, nous avons su éviter le pire, pour d'autres, ce mieux est loin d'être suffisant. Pour tou.te.s, il est nécessaire d'aller de l'avant, de dépasser ce congrès, et de nous mettre en mouvement pour reconstruire le NPA par en bas. □

**Des militant.e.s et délégué.e.s ayant défendu la plate-forme W lors du dernier congrès.**

PLATEFORME X

# Faire résonner pleinement la perspective anticapitaliste

**N**ous avons voulu faire de ce deuxième congrès du NPA un moment de débat et de rassemblement pour tourner la page d'une période difficile et créer les conditions pour reprendre l'offensive. Pour nous, il s'agit de surmonter la crise de notre parti, dont le départ des camarades de la Gauche anticapitaliste, même si les causes de cette crise ne se résument pas à ce seul aspect. Dans le cadre du large débat de congrès, nous avons voulu donner le signal du rassemblement de l'ensemble du parti autour du projet fondateur qui garde toute son actualité. Il s'agissait aussi de formuler une orientation en continuité avec les acquis de l'élection présidentielle, en s'appuyant sur les réalités politiques et les grandes coordonnées de la période: une crise que les classes dirigeantes font payer aux populations au prix d'une régression sociale sans précédent; les reniements et soumissions de la gauche au pouvoir; l'importance prise, malgré ses ambiguïtés, par le Front de gauche qui exprime le rejet du social-libéralisme; les difficultés rencontrées par les résistances sociales pour battre en brèche les nouveaux reculs, voire pour engranger des victoires même partielles. Bref, redonner au NPA toute son utilité dans le combat politique.

## COHÉRENT: DU PROJET FONDATEUR À L'ORIENTATION

Comme l'ont montré les votes dans les AG électives et au sein même du congrès, l'aspiration au rassemblement, pour un parti ouvert et unitaire, s'est largement exprimée. Elle s'est heurtée à des attitudes fractionnelles, ainsi qu'à des incompréhensions et/ou des désaccords politiques dont l'enjeu de ces prochains mois sera de les surmonter. Au lieu d'axer le congrès sur l'élaboration d'une analyse commune de la période et des tâches qui en découlent, une grande partie des camarades des autres plateformes a en premier lieu voulu mettre en débat le bilan global du NPA depuis 2009.

Une petite minorité exprimant à juste titre l'échec partiel de celui-ci, mais n'apportant aucune autre réponse qu'organisationnelle. Un plus grand nombre défendant l'idée, exprimée de façon plus ou moins explicite, que le projet était caduc et qu'il fallait y mettre fin.

Ce débat n'a de sens qu'au regard du contenu réel du projet tel que nous l'avions toutes et tous fait nôtre lors de la fondation du NPA en 2009: apporter un début de réponse à la crise historique du mouvement ouvrier. Dans la difficulté, le pari était important... mais nous avons eu raison d'oser le NPA, et ce projet de regroupement des anticapitalistes, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, reste la base d'un très large accord confirmé par ce congrès.

## UN PARTI AU CŒUR DE L'AFFRONTÉMENT POLITIQUE

A l'opposé de la remise en question ou du procès du projet fondateur, nous avons choisi, pour notre part, de définir son contenu à partir d'une orientation tournant notre parti vers l'extérieur: utile à la lutte des classes et à la construction d'un rapport de forces global; politiquement offensif pour aider à l'émergence d'une alternative politique en rupture avec le capitalisme. L'orientation majoritaire que nous avons proposée a recueilli 55,9% des voix au congrès national. Elle repose sur la façon dont nous articulons notre intervention dans le monde du travail, les quartiers populaires, la jeunesse, les luttes et les résistances, la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement qui donne aux mobilisations une perspective d'ensemble, capable d'unifier toutes celles et ceux qui résistent au gouvernement, au Medef, à la droite et à l'extrême-droite. Cette opposition devra poser la question de la nécessaire alternative, un gouvernement anti-austérité s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs, des classes populaires, et de leurs organisations.

C'est l'ampleur même de la crise actuelle du capitalisme -donnant une dimension politique à toute exigence sociale, démocratique, écologique- qui pose la question du pouvoir, donc la question du gouvernement. Dans ces conditions, la question sociale devient la question politique essentielle, et nécessite une réponse politique, comme le montre par exemple le problème de la dette ou de la lutte contre les licenciements. Il y a donc urgence à donner à cette question une expression concrète et populaire: aujourd'hui la nécessité de construire une opposition de gauche au gouvernement actuel, pour demain un gouvernement anti-austérité.

C'est la condition même pour que nous existions comme parti politique, pas simplement comme un parti des luttes. Car nous ne pouvons nous contenter d'une simple proclamation révolutionnaire de rupture avec le capitalisme ni invoquer les rapports de forces actuels avec les autres forces pour nous dérober.

## LUTTES SOCIALES, OPPOSITION POLITIQUE ET POUVOIR

Notre réponse s'appuie sur les mobilisations, vise à les favoriser, car nous savons bien que tout progrès social pour la majorité, tout nouveau droit, ne peuvent être qu'imposés aux classes dirigeantes et à leur État. Mais, dans la situation actuelle, pour se mettre en mouvement, ceux d'en bas ont aussi besoin d'une perspective politique unifiante. C'est pourquoi nous proposons de construire une opposition unitaire à la gauche de ce gouvernement. Nous sommes convaincus que toute avancée dans cette unité permettrait un changement d'état d'esprit pour les mobilisations. Nous le voyons bien quand les salariéEs d'Arcelor-Mittal exigent du gouvernement la nationalisation de leur entreprise, gouvernement déjà effrayé par les déclarations timides et sans lendemain d'un Montebourg. Nous le touchons du doigt quand le collectif des boîtes en lutte autour des Licenci'elles dé-



Photothèque rouge/JMB

pend la nécessité d'une loi d'interdiction des licenciements.

Pour cela, nous allons donc nous adresser, sans aucune exclusive, à toutes les organisations politiques qui ne participent pas au gouvernement, aux syndicats, aux associations militantes. Des forces avec lesquelles pour la plupart nous sommes déjà engagées dans les mobilisations, contre «l'Accord national interprofessionnel» -cet ANI ennemi des travailleurs-, contre l'Ayraultport de Notre-Dame-des-Landes, ou pour la régularisation des sans-papiers.

Nous défendons dans le même temps la perspective d'un gouvernement anti-austérité qui, en s'appuyant sur les mobilisations, remette en cause la règle d'or du pacte budgétaire, suspende le paiement de la dette en mettant en œuvre un audit citoyen et populaire en vue de son annulation, garantisse les droits du monde du travail et l'égalité des droits, interdise les licenciements, répartisse le travail entre toutes et tous, exproprie sans indemnité ni rachat les banques pour créer un service public bancaire, socialise les grands groupes industriels et substitue les besoins

sociaux au tout-profit et au productivisme. Notre problème n'est pas de nous protéger du péché réformiste en mettant la tentation loin de nous. Bien au contraire, ces prochains mois, il s'agit de discuter avec les antilibéraux, avec les millions de personnes qu'ils influencent pour peser sur les contradictions, aider aux évolutions, transformer le rapport de forces, préparer un mouvement d'ensemble et tracer la voie d'une véritable résistance politique, une opposition de gauche.

### L'ESSENTIEL RESTE DEVANT NOUS

A partir de la compréhension de notre projet global et de la façon d'aborder la question de l'orientation, se sont dessinées ces derniers mois deux conceptions.

Pour certainEs, discuter avec les autres courants du mouvement ouvrier, porter le débat politique au sein de ses différentes organisations, deviendrait un risque de capitulation, voire déjà à cette étape une capitulation qu'il serait urgent de dénoncer et de combattre. Nous avons une autre conception de la démocratie pour l'action. Une autre conception aussi du fonctionne-

ment et de la démocratie interne, au cœur de l'idée du regroupement des anticapitalistes et du parti processus, et opposée au parlementarisme de tendance.

Dans une déclaration en fin de congrès, les déléguéEs de la plateforme X, sortie majoritaire de ce congrès, ont appelé l'ensemble des militantEs à s'emparer de leur parti, à se réapproprier notre projet. En continuant les débats engagés, tant sur notre orientation que sur la démocratie et notre fonctionnement, nous pouvons ensemble aller plus loin que le congrès n'a su et pu le faire. Même si les clivages demeurent, nous considérons qu'il est possible et nécessaire de créer partout un climat de travail collectif, de solidarité, d'associer dans le respect des divergences toutes celles et ceux qui font le pari du rebond du NPA et de son utilité certaine ces prochains mois. □

**Équipe d'animation de la plateforme X**

PLATEFORME Y

# Où va le NPA ?

**L**e départ de la Gauche anticapitaliste n'était pas une scission «classique» sur la «gauche» ou la «droite» du parti: c'est le noyau directionnel de l'ancienne LCR et du NPA à sa fondation qui est parti au Front de gauche. Ce sont les dirigeants formés par les cadres historiques de la LCR qui ont fait le choix de s'organiser politiquement avec les réformistes.

Ce n'est pas rien et cela mérite qu'on s'y attarde si on ne veut pas connaître de nouvelles déconvenues. Pour enrayer la crise militante, d'orientation et de direction du NPA, ce congrès aurait dû discuter du bilan de la politique menée, depuis la fondation du NPA, par ce noyau directionnel.

## LES MÊMES «RECETTES» CAUSERONT LES MÊMES DÉGÂTS

A 9 000 membres nous avons été incapables de résister à des écuries électorales telles que le FdG. Aujourd'hui, à 2 500 membres, la nouvelle et courte majorité (51%) nous propose de suivre le sillon creusé par la GA, en reprenant à son compte la politique du «front durable social et politique» défendue par la Position 3 au moment du 1<sup>er</sup> congrès du NPA.

A la Conférence nationale de juin 2012, «l'opposition de gauche» était définie ainsi: «Une telle opposition ne pourra qu'être le résultat de confrontations politiques, de différenciations dans les luttes. C'est à travers des tests pratiques que nous verrons si les différents courants s'adapteront ou non à la mise en place de l'austérité, s'ils chercheront à construire et étendre les mobilisations, à sortir du «dialogue social» pour affronter les sociaux-libéraux». Quelques mois plus tard, l'opposition de gauche est devenue le creuset d'une alternative politique, le précurseur d'un gouvernement anti-austérité qui ne peut être compris à une échelle large que comme une tentative de gouvernement commun avec le Front de gauche. La déclaration des délégués de la X, non soumise au vote des congressistes, précise: «Cette opposition devra poser la question de l'alternative politique (...) de la nécessité d'un gouvernement anti-austérité (...) Nous voulons en débattre dans nos syndicats et associations, entre militants et avec les partis politiques de gauche qui ne participent pas au gouvernement». Cela implique

une énième campagne d'interpellation du FdG par en haut, alors qu'il faudrait plutôt pousser à l'unité d'action et rendre visible le «soutien critique» du FdG vis-à-vis du gouvernement.

Ce n'est en tout cas pas très éloigné de la politique de la P3 en 2010, dont des animateurs écrivaient dans un bulletin de congrès: «Notre politique doit se donner pour objectif la constitution d'un front social et politique, c'est-à-dire d'un cadre capable à la fois de relier et de coordonner les résistances sur tous les terrains où elles ont lieu, et de construire sur leur base les éléments d'une réponse globale qui rompe avec les politiques néolibérales et social-libérales (...) elle doit coordonner enfin les différentes initiatives locales pour les rassembler dans une perspective nationale d'ensemble, qui s'inscrive dans les rassemblements qui refusent les politiques d'austérité à l'échelle européenne.»<sup>1</sup>

Nous n'avons pas la même analyse de ce que représente le FdG. Son rôle fondamental est d'encadrer les travailleurs et la radicalité pour les maintenir ou ramener dans le giron institutionnel. Nous pouvons nous retrouver avec ses militants dans les luttes, mais la politique de leurs directions est démobilisatrice. Nous sommes tous d'accord pour développer vis-à-vis du FdG une politique de front unique pour et dans les luttes, mais nous n'oublions pas que là où nous défendons leur généralisation, leur convergence et l'auto-organisation, il préconise des référendums et la «révolution citoyenne/par les urnes» tout en donnant un satisfecit aux politiques menées par les directions syndicales. Nous ne perdons pas non plus de vue qu'au-delà d'une dénonciation du capitalisme qui peut paraître commune, son objectif reste bien celui d'un aménagement antilibéral du capitalisme.

Si nous construisons une opposition au gouvernement et au patronat, c'est contre l'orientation du FdG; de sa direction nationale bien sûr, mais aussi ses cadres intermédiaires, ses élus, ses dirigeants syndicaux. Nous ne pouvons en aucun cas envisager avec le FdG une alternative commune de gouvernement «anti-austérité»... ni le laisser croire. Nous ne pensons pas qu'une telle alternative politique serait un préalable à des luttes victorieuses. Au contraire, ce

sont les luttes qui peuvent modifier le rapport de forces entre les classes ainsi que les consciences et ainsi rendre crédible une alternative au capitalisme.

## LA QUESTION DU POUVOIR

Fascinés par les succès électoraux de la coalition réformiste Syriza en Grèce, et anticipant des développements similaires dans notre pays, des camarades font de la «question du gouvernement» un enjeu central et... une nouvelle source de confusion.

Face à Hollande-Ayrault, à la droite et à l'extrême droite, nous défendons évidemment la perspective d'un gouvernement représentant les travailleurs et la population exploitée, prenant des mesures qui s'en prennent directement aux profits des capitalistes, à la propriété privée et aux institutions qui les défendent en France et à l'échelle européenne. Mais en l'absence de grandes luttes et de phénomènes significatifs d'auto-organisation, une telle perspective garde un caractère abstrait. Prétendre lui donner aujourd'hui une traduction plus précise, ou vouloir en faire un axe d'agitation quotidienne, ne peut être compris par la plupart des gens que comme la recherche d'un nouvel accord à froid avec les organisations réformistes.

Le pouvoir de la classe dirigeante repose sur le mode de production capitaliste (la propriété privée) et sur l'Etat qui la défend. Détruire le capitalisme, c'est détruire les deux. Construire un pouvoir des travailleurs et des opprimés, c'est mettre sur pied un pouvoir qui s'exerce à la fois sur les lieux de travail (de vie, d'étude...) et au niveau central. Or la question de comment mettre en cause le pouvoir des patrons est quasi absente de nos discussions, alors même que c'est à partir d'une politique pour et dans les luttes que les embryons de contre-pouvoir d'en bas se constituent.

Parce que le projet de notre parti c'est le pouvoir aux travailleurs, l'axe absolu de son intervention doit être d'aider à développer et centraliser les luttes et l'auto-organisation. C'est en œuvrant au regroupement des boîtes qui licencient à l'occasion d'échéances comme le 9 octobre ou le 12 février<sup>2</sup>, en défendant l'idée d'une manif nationale contre les licenciements, en

Photothèque rouge/MILO



cherchant à tisser le lien entre ces luttes et celle du secteur public, en mettant en place une stratégie de regroupement des sites, des métiers dans les grèves, la mise en place de caisses de grève, la bagarre pour l'auto-organisation des grèves et des luttes, pour des comités de grève et pour des interpros dans les conflits comme les retraites... C'est notre capacité à faire en sorte que nos militants défendent ce type d'orientation au même moment dans un maximum de secteurs qui peut faire la différence, bien plus qu'une supposée capacité à interpeller adroitement le FdG. Nous devons combiner la discussion sur les positionnements politiques généraux et leurs retranscriptions pratiques pour être capables de contester le pouvoir des capitalistes dans les faits et pas seulement les discours.

### **RASSEMBLER LE PARTI AUTOUR DE TÂCHES COMMUNES**

Nous ne dépasserons pas ces désaccords immédiatement et sans approfondir le débat sur les questions stratégiques, les

délimitations de notre parti. Le moyen d'avancer ensemble, c'est de mettre au centre de nos préoccupations et de notre activité l'intervention dans la lutte des classes. A 2 500 membres, ce doit être une priorité.

Lorsqu'on prend la discussion autour des tâches, cela aide à rassembler le parti. C'est en partant des luttes concrètes, de ces tests pratiques, que l'on voit qui s'affronte au gouvernement. C'est en mettant en mouvement les travailleurs et la jeunesse, en le proposant à toutes leurs organisations sur des objectifs précis, que l'on peut faire quelques démonstrations. Comme par exemple, et sans être exhaustif, autour de l'opposition à la guerre française au Mali, l'opposition à l'Ayrault-port de Notre-Dames-des-Landes, la lutte pour l'égalité des droits, l'opposition aux plans de licenciements... Autant d'expériences qui permettront d'enrichir et de préciser notre compréhension des tâches globales, politiques, de notre parti.

Pour que le NPA aille dans cette direction, c'est à tous les niveaux de l'organisation

que nous souhaitons mettre en œuvre cette priorité autour de tâches communes. Prenant appui sur les 32% des voix qui se sont portées au congrès sur la plate forme Y, c'est ce que nous ferons. □

**Gaël Quirante, Jean-François Cabral, Marie-Hélène Duverger, Jean-Philippe Divès**

1. « La lutte sur les retraites et le front social et politique ». Position 3, Stéphanie Treillet et Léonce Aguirre, bulletin préparatoire congrès 2010, n°2 fascicule 2.
2. 9 octobre 2012: manifestation au salon de l'auto contre les licenciements. 12 février 2013 : rassemblement à Rueil des Goodyear contre la fermeture de l'usine d'Amiens-Nord.

PLATEFORME Z

# Faire front contre le virage stratégique de la direction

**L**e congrès s'est tenu dans un contexte de crise grave, après le départ de la GA, et d'hémorragie militante. Par-delà la continuité du processus révolutionnaire en Tunisie et en Egypte (pour ne citer que les deux exemples les plus avancés dans un contexte international dominé par la crise du capitalisme), nous assistons en France, malgré la persistance de la crise du mouvement ouvrier, aux premiers signaux d'une remontée. Face à cela, les révolutionnaires devraient faire le pari de proposer une orientation pour la classe ouvrière et ses luttes, alternative à celle de la bureaucratie réformiste, pour faire converger les bagarres, pour tenter d'arracher de premières victoires et aider à la recomposition du monde du travail en tant que sujet hégémonique et révolutionnaire.

Mais le congrès a validé la courte majorité de la PX qui défend une politique opposée, axée sur la recherche permanente d'accords par le haut avec les réformistes du Front de Gauche (FG). Elle réitère l'objectif stratégique d'un gouvernement anti-austérité qui tranche dans un sens qui s'éloigne d'une stratégie révolutionnaire l'ambiguïté des principes fondateurs alors que le FG adopte également la perspective « d'imposer une alternative à l'austérité » dans le cadre de la « nouvelle étape ».

Quoi qu'en dise la PX, les formules de gouvernement défendues, sans aucun contenu de classe, n'ont d'autre but que préparer l'idée qu'il serait possible voire même souhaitable de constituer un gouvernement réformiste des anticapitalistes et des antilibéraux, et ce dans le cadre des institutions du régime capitaliste, plus ou moins bousculées. Le suivisme politique à l'égard du FG, reproduisant en plus petit ce que Mélenchon répète à plus large échelle, ne sera pas à même de sortir le parti de son impasse stratégique.

Cette dérive est le résultat d'un profond scepticisme à l'égard des potentialités du mouvement ouvrier, résultat d'une lecture erronée de la période que nous traversons,

et par conséquent du programme à défendre et du type de parti à construire à la suite de la chute de l'URSS. Cela amène la PX à approfondir sa politique de recherche permanente de raccourcis, à travers l'occupation d'espaces médiatiques ou électoraux, la constitution de blocs politiques avec les réformistes, etc., à échelle nationale mais aussi internationale.

Mais la constitution de la courte majorité PX s'explique également en partie par la politique de la gauche du parti, rassemblée surtout autour de la PY. Bien qu'elle ait offert une certaine résistance aux tournants de la majorité, elle n'a pas choisi de présenter d'alternative globale à ce virage opportuniste. En effet, la PY, bien qu'ayant avancé des éléments de critique à l'absence de délimitation du NPA par rapport au réformisme, craint de préciser cette délimitation par rapport à des bases théoriques et politiques qui sont au fondement de la conception des « partis larges » qu'elle partage avec la majorité, des bases théorico-politiques qui ne nous ont pas permis de nous préparer à ce qu'ont représenté cinq années de crise capitaliste mais aussi une lente mais persistante remontée du mouvement ouvrier. Cela s'est notamment traduit par l'absence de déclaration politique de fin de Congrès de la PY.

Dans leur tribune parue sur le *TEAN* hebdo postérieur au Congrès les camarades font cependant un bilan plus serré, soulignant que la majorité « réadapte la politique de front permanent (...) avec le FG portée en son temps par la GA [ce qui est] une impasse ». Le parti devrait à l'inverse proposer « une politique qui commence par mettre en mouvement notre camp social sur des objectifs de lutte précis, qui propose de s'affronter au gouvernement, tout en avançant la question du pouvoir ». Sur ces bases, et dans un cadre qui nous permettrait de continuer à débattre de nos divergences stratégiques, nous sommes persuadés qu'il serait possible de constituer un front face à l'orientation de la ma-

ajorité et surtout structurer en commun, pour l'ensemble du parti, un travail ambitieux en direction du monde du travail. Mais pour ce faire, il faudrait aussi en finir avec tout sectarisme à l'égard de la PZ, dont le CCR est partie prenante.

Les tentatives de regroupement au sein des secteurs avancés du monde du travail – avec la question de la convergence des luttes – et l'offensive patronale et gouvernementale font apparaître clairement la nécessité de défendre une politique et la perspective d'un regroupement des révolutionnaires sur de nouvelles bases si l'on veut être à la hauteur de la situation qui se prépare. □

**Les délégué-e-s au congrès du Courant communiste révolutionnaire (CCR) – PZ**

PLATEFORME Z

# Construire le parti, donc une grande tendance révolutionnaire

**A** notre avis, la majorité issue du congrès (PX) ne permettra pas de sortir notre parti de la crise. Les débats de fond, le bilan et les discussions concrètes sur notre intervention ont été évités. L'idéalisation des principes fondateurs et l'appel au rassemblement sur des formulations floues ont encore marché. Mais sur le fond, la dérive s'aggrave. La direction concentre son orientation sur l'«*alternative politique*» avec le Front de gauche et l'objectif d'un «*gouvernement anti-austérité*» qui ferait appel à l'Etat pour «*diriger l'économie*». Cela revient à semer des illusions sur l'Etat capitaliste comme sur le FdG qui non seulement refuse de combattre le gouvernement, mais défend un programme antilibéral incapable de mettre fin à l'austérité, car cela est impossible sans sortir du capitalisme ! Cette ligne se retrouve aussi dans le soutien à peine critique à Syriza, le FdG grec. On comprend la satisfaction des camarades de la GA encore au NPA (NPA U), voire qui ont la double carte NPA/FdG ! Ce profil est hélas incompréhensible et paralysant. Incompréhensible pour celles et ceux qui ne voient pas la différence entre nous et le FdG. Paralysant pour les militantEs qui ont besoin d'un outil pour que les luttes gagnent enfin. On est loin d'un NPA qui redonne espoir, qui ose affirmer l'identité révolutionnaire ! On est loin d'un parti qui donne la priorité à la lutte des classes alors que la crise s'aggrave ! Dès les prochaines élections, le problème habituel va resurgir. Un texte voté en fin de congrès laisse librement la possibilité d'accords locaux avec le FdG. Nous regrettons que les camarades de la W aient proposé ce texte, conséquence de leur refus d'une orientation propre. Nous partageons cependant avec la plateforme W la nécessité de faire le lien entre

les luttes immédiates et notre projet de société, et de faire vivre le NPA démocratiquement, sans logique d'appareils. C'est pourquoi nous avons lutté avec ces camarades et d'autres pour faire respecter les votes des AG sur le fonctionnement. Mais la rotation des mandats a été revotée et les dirigeantEs X et Y, très opposés contrairement à la base, l'ont vidée de son intérêt : ils/elles resteront encore 8 ans, sans compter toutes les années précédentes... En ce qui concerne la PY, nous avons pu vérifier l'accord fondamental entre nous : refus de la dérive et priorité à la lutte des classes. Nous saluons la volonté d'une «*logique transitoire*», mais nous ne la comprenons pas de la même façon puisque les camarades Y ne veulent pas articuler systématiquement les revendications immédiates à l'objectif du gouvernement des travailleurs et de la société socialiste. De plus, les camarades sous-estiment à notre avis l'importance du combat dans les syndicats, pour la constitution d'un courant antibureaucratique autour des équipes combattives. Cependant, nos larges accords devraient se traduire par la recherche commune d'un programme révolutionnaire d'intervention. C'est pourquoi nous avons tant insisté pour en discuter avant et pendant le congrès – malheureusement en vain. Nous avons défendu jusqu'au bout le projet Z : pour un NPA révolutionnaire, internationaliste et démocratique, pour le communisme, un programme de transition axé sur le gouvernement des travailleurs, la construction en priorité dans la classe ouvrière, sans négliger les luttes écologistes, féministes, LGBTI. Nous avons sans relâche cherché à peser sur les débats de façon constructive. Les camarades de la Y ont proposé au congrès une «*feuille de route*» pour les campagnes prio-

ritaires (licenciements, NDDL, Mali...). Nous avons proposé un ajout sur la nécessité de construire un pôle alternatif aux directions syndicales et de mobiliser contre l'accord dit de «*sécurisation de l'emploi*». Les camarades l'ont intégré et nous avons donc voté la «*feuille de route*». Nous regrettons que cela n'ait pas été le cas d'une majorité (X, W, mais aussi CCR). Sur la base de cette feuille de route et des points communs Y-Z, ainsi qu'avec les camarades W qui se reconnaissent dans les orientations Y ou Z, nous proposons d'ouvrir la discussion pour aller vers une grande tendance révolutionnaire utile au NPA et aux travailleurs/ses. Nous devons discuter du fond car nous avons des divergences et cette tendance ne pourra être que pluraliste. Mais la priorité, si nous voulons construire le parti malgré l'obstacle de l'orientation majoritaire à ce stade, c'est de regrouper les partisanEs d'un NPA révolutionnaire, s'implanter ensemble dans la classe ouvrière en commençant par les secteurs les plus concentrés, prendre ensemble des initiatives pour avancer vers la convergence, impulser l'auto-organisation, combattre l'orientation des directions syndicales qui collaborent avec le gouvernement et constituer un pôle alternatif en s'appuyant sur les équipes combattives. □

**Tendance CLAIRE et  
délégation Z de la Meuse**

12 février 2013 : rassemblement à Rueil (92) des Goodyear, avec des délégations de plusieurs autres entreprises en lutte, contre la fermeture de l'usine d'Amiens. Photothèque Rouge/JMB.



## L'UNITÉ FAIT LA FORCE !

« On ne peut pas admettre qu'on cherche à casser l'outil de travail, à briser des mobilisations urbaines, qu'on s'attaque à des édifices publics, qu'on lance des boulets sur des policiers. » C'est ainsi que Valls relayait, le 5 février, la propagande patronale qui accuse les salariés en lutte de « violence ». Dans le même temps, il annonçait qu'il mobilisait ses services de police et de renseignement afin de prévenir une « radicalisation des mouvements sociaux » et conjurer les risques, selon lui, d'« implosions ou explosions sociales ».

Le gouvernement, garant de l'ordre et de la liberté d'exploiter, s'inquiète donc de la réaction croissante des travailleurs qui résistent aux plans de licenciement et fermetures, malgré les campagnes de calomnie et une répression souvent très dure.

Mais ce qu'il craint surtout, ce sont les premières expressions d'unification de ces mobilisations. Comme on le voit à travers les convergences de différents secteurs en lutte, depuis la première manifestation de l'automne devant le salon de l'auto jusqu'à celle du 12 février où les travailleurs de Goodyear ont été rejoints par ceux de PSA, Renault, Presstalis, Sanofi, Fralib et d'autres entreprises. Et même par-delà les frontières, comme avec les salariés

belges, luxembourgeois et français d'ArcelorMittal, le 6 février devant le parlement européen de Strasbourg, où les CRS ont pris leur ministre au mot en s'attaquant violemment aux manifestants. Alors que les grandes directions syndicales ne montrent au mieux qu'une solidarité verbale (quand elles ne sont pas, comme à la CFTD, directement complices), c'est là, dans cette construction des solidarités par en bas, que mûrissent les germes d'une contre-offensive. □

## RENDEZ-VOUS ANTICAPITALISTE À PARIS

Pour la deuxième année consécutive, la fédération parisienne du NPA organise une « fête anticapitaliste » à la salle Olympe de Gouges, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement. L'occasion d'alterner débats politiques et moments de convivialité : musique, expos, spectacle pour enfants...

Des ateliers traiteront de la guerre au Mali et de la politique de la France en Afrique, de la mobilisation contre l'Ayrault-port de Notre-Dame-Des-Landes, des remises en cause de la protection sociale et de son financement, de la répression syndicale et politique.

En fin d'après-midi, une grande table ronde sur le thème « Quelle riposte face au gouvernement et au patronat » réunira

des animateurs des luttes contre les licenciements (Renault, Virgin...) et contre la réforme des rythmes scolaires et la loi Peillon.

Un espace sera réservé aux organisations politiques, syndicales, associatives, aux collectifs de luttes avec lesquels le NPA Paris travaille tout au long de l'année, à la construction des mobilisations.

Le programme complet peut être consulté à l'adresse : <http://www.npa2009.org/content/fete-du-npa-75>. □